

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1772

[2008/201894]

**28 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1517/2007 de la Commission du 19 décembre 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 2^o, 3^o et 6^o, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 1^{er} mars 2007, ainsi que par l'arrêté royal du 22 février 2001, et l'article 4, modifié par les lois des 5 février 1999 et 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1998 et 3 septembre 2000;

Vu l'arrêté ministériel du 7 août 1997 fixant les conditions supplémentaires à l'agrément des organismes chargés du contrôle du mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié par l'arrêté ministériel du 26 janvier 2001;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1998 fixant les prescriptions relatives à la production biologique dans le secteur animal modifié par l'arrêté ministériel du 19 août 2000;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 15 janvier 2007;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis n° 43.842/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 décembre 2007 en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture;

2^o "Service" : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o "Règlement" : le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

4^o "organisme de contrôle" : tout organisme agréé conformément aux dispositions du présent arrêté pour exercer les contrôles prévus à l'article 9 du Règlement;

5^o "produit biologique" : un produit visé au point 1 de l'article 1^{er} du Règlement.

Art. 2. Dans l'étiquetage ou la publicité d'un produit, il ne peut être fait usage d'indications se référant au mode de production biologique que dans la mesure où ce produit a été obtenu conformément aux règles de production biologique établies par les dispositions du Règlement et du présent arrêté.

Dans le cas, visé à l'article 1^{er}, § 2, du Règlement, d'un produit biologique pour lequel des règles de production détaillées ne sont pas fixées par le Règlement ou par le présent arrêté, l'usage d'indications se référant au mode de production biologique peut être autorisé par le Service à condition que le mode de production soit conforme aux normes internationales acceptées ou reconnues en matière de production biologique.

Art. 3. § 1^{er}. Tout opérateur qui produit, prépare, stocke ou importe d'un pays tiers des produits biologiques en vue de leur commercialisation ultérieure ou tout opérateur qui commercialise des produits biologiques doit notifier cette activité préalablement à un organisme de contrôle agréé conformément à l'article 4 du présent arrêté et doit soumettre son entreprise au régime de contrôle visé à l'article 9 du Règlement.

§ 2. Conformément aux dispositions de l'article 8, § 1^{er}, du Règlement, est dispensé de l'application dudit paragraphe et du § 1^{er} du présent article l'opérateur qui revend directement et sous une forme préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final des produits biologiques, à condition que l'opérateur en question ne produise pas, ne prépare pas, ne stocke pas ailleurs qu'en liaison avec son point de vente et n'importe pas d'un pays tiers des produits biologiques.

§ 3. Conformément aux dispositions de l'article 8, § 1^{er}, du Règlement, est dispensé de l'application dudit paragraphe et du § 1^{er} du présent article l'opérateur qui revend directement et sous une forme non-préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final des produits biologiques, à condition qu'il ne produise pas, ne prépare pas, ne stocke pas ailleurs qu'en liaison avec son point de vente et n'importe pas d'un pays tiers des produits biologiques, et à condition que le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée soit inférieur à 5.000 euros.

Tout opérateur qui répond aux conditions fixées pour la dispense prévue à l'alinéa 1^{er} doit en faire par écrit la déclaration officielle au Service. Il s'engage à respecter les dispositions du Règlement et du présent arrêté, et à informer le Service aussitôt que les conditions de la dispense ne seront plus respectées.

Art. 4. Le Ministre est chargé de l'agrément des organismes privés chargés de la mise en œuvre du régime de contrôle auquel sont soumis les opérateurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du présent arrêté.

Art. 5. L'organisme privé candidat à l'agrément visé à l'article 4 introduit une demande d'agrément auprès du Service.

La demande d'agrément doit établir que le demandeur répond aux obligations prescrites par le Règlement. Le demandeur doit également préciser :

1° les références éventuelles et l'expérience utile que peut faire valoir l'organisme privé candidat à l'agrément dans le cadre du contrôle du mode de production biologique des produits agricoles;

2° les installations et les équipements dont l'organisme privé candidat à l'agrément dispose en Belgique, qui lui permettent l'exécution de toute activité utile en relation avec le contrôle et la certification de produits biologiques en Région wallonne; l'organisme privé candidat à l'agrément mentionne spécifiquement le ou les sites sur le territoire belge où sont consultables tous les documents relatifs au contrôle et à la certification des produits biologiques en Région wallonne;

3° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des activités de l'organisme privé candidat à l'agrément;

4° l'identification du personnel chargé des inspections;

5° l'identification d'au moins un des inspecteurs en qualité de responsable technique des activités de contrôle;

6° l'engagement de l'organisme privé candidat à l'agrément à contrôler un minimum de 50 producteurs différents sur le territoire national au terme d'un délai de deux ans à compter de la date de publication de son agrément au *Moniteur belge*;

7° le certificat d'accréditation attestant que l'organisme privé candidat à l'agrément satisfait aux exigences de la norme EN 45011 pour les contrôles relatifs au mode de production biologique des produits agricoles.

Art. 6. § 1^{er}. Le Service est chargé de la supervision des organismes privés chargés de la mise en œuvre du régime de contrôle auquel sont soumis les opérateurs visés à l'article 3, § 1^{er}, du présent arrêté. Le Service établit à cette fin une instruction qui décrit la procédure de supervision mise en place par ses soins.

§ 2. L'agrément d'un organisme de contrôle est retiré lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'agrément prévues à l'article 5 du présent arrêté ou lorsqu'il ne satisfait pas aux exigences prévues à l'article 9, § 6, d), du Règlement.

Lorsque, en application de l'alinéa 1^{er}, le Service est amené à proposer le retrait de l'agrément d'un organisme de contrôle, il en informe ce dernier en lui communiquant les éléments retenus à sa charge.

Le Service invite ensuite l'organisme de contrôle concerné, dans le cadre d'une audition, à faire valoir utilement son point de vue au sujet des éléments retenus à sa charge.

Après instruction du dossier, le Service communique un avis motivé au Ministre, sur la base duquel il propose à ce dernier, le cas échéant, de retirer l'agrément de l'organisme de contrôle mis en cause.

§ 3. En cas de retrait temporaire ou définitif de l'agrément, l'organisme de contrôle concerné doit, à ses propres frais, avertir sans retard de la décision officielle tous ses opérateurs et attirer leur attention sur la nécessité urgente de s'inscrire auprès d'un autre organisme de contrôle.

Tout agrément ou retrait d'agrément est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions du Règlement, les organismes de contrôle sont tenus d'appliquer les prescriptions supplémentaires fixées dans le cahier des charges défini à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 8. Des limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs aux organismes de contrôle sont fixées selon le barème défini à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 9. Les organismes de contrôle sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour que tout opérateur qui respecte les dispositions du présent arrêté et paie sa contribution aux frais de contrôle soit assuré d'avoir accès au système de contrôle.

Dans le cas où un opérateur change d'organisme de contrôle, le premier organisme de contrôle transmet immédiatement à l'organisme de contrôle suivant l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle concernant cet opérateur.

Art. 10. Lorsqu'un opérateur visé à l'article 3, § 1^{er}, saisit un organisme de contrôle d'un appel, d'une réclamation ou d'une contestation et lorsque, au terme du traitement de ce dossier selon les procédures fixées en application de la norme EN 45011 à l'usage des organismes procédant à la certification de produits, la décision rendue est contestée par ledit opérateur, alors ce dernier peut introduire un recours administratif auprès de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Il doit à cette fin introduire ses moyens de défense par un envoi recommandé à l'adresse du Directeur général de cette administration, et ce dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

Un Comité de recours est constitué, qui est présidé par le Directeur général et qui se compose en outre de l'inspecteur général de la Division concernée et d'un représentant du service juridique du Ministère de la Région wallonne.

Après examen des moyens de défense de l'intéressé, le Comité de recours peut convoquer ce dernier afin qu'il fournisse des renseignements ou transmette des pièces justificatives complémentaires. De la même façon, l'opérateur intéressé peut demander à être entendu par le Comité de recours, préalablement à la décision. Lorsque le Comité entend l'opérateur, un rapport succinct de l'entretien est établi et est ensuite cosigné par le directeur général et l'intéressé. D'autres intervenants peuvent par ailleurs être invités à prendre part à l'entretien.

Le Comité de recours prend une décision par consensus, qui est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la signature du directeur général. Au cas où une absence de consensus amènerait le Comité de recours à ne pas rendre de décision, le demandeur dispose de la possibilité légale, en application du mécanisme institué par l'article 14, § 3, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, de mettre ledit Comité en demeure de lui répondre et de saisir le Conseil d'Etat si le Comité ne donne pas suite à la mise en demeure endéans un délai de quatre mois.

Si des frais d'expertise sont engagés par la Région wallonne et si la décision contestée est confirmée, une demande de paiement de ces frais est jointe à cette lettre recommandée, enjoignant l'intéressé d'acquitter ces frais dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la lettre.

Art. 11. En application de l'article 12, alinéa 2, du Règlement, des prescriptions supplémentaires concernant le mode de production biologique sont établies dans le cahier des charges défini à l'annexe 3 du présent arrêté. Ces prescriptions supplémentaires concernent les animaux d'élevage et les produits animaux obtenus sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 12. Le Ministre peut apporter toute modification aux annexes du présent arrêté en vue d'adapter celles-ci aux modifications du Règlement, aux évolutions des techniques de contrôle et au développement du mode de production biologique.

Ces adaptations sont fixées après consultation des organisations représentatives du secteur de la production biologique. Ces dernières sont réunies au sein d'un Comité de concertation pour l'Agriculture biologique, dont la présidence et le secrétariat sont assurés par le Service. Ledit Comité de concertation établit son règlement d'ordre intérieur, définissant son mode d'organisation. Ce comité de concertation doit rassembler des représentants de l'ensemble de la filière concernée par le mode de production biologique : producteurs, transformateurs, consommateurs, organismes de contrôle et structures d'encadrement.

Art. 13. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 15 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 8 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 14. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 17 avril 1992 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1998 et 3 septembre 2000;

2° l'arrêté ministériel du 7 août 1997 fixant les conditions supplémentaires à l'agrément des organismes chargés du contrôle du mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires modifié par l'arrêté ministériel du 26 janvier 2001;

3° l'arrêté ministériel du 30 octobre 1998 fixant les prescriptions relatives à la production biologique dans le secteur animal modifié par l'arrêté ministériel du 19 août 2000.

Art. 15. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1^{re}. — Cahier des charges relatif aux prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique

Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement, le présent cahier des charges fixe les prescriptions supplémentaires en matière de contrôle du mode de production biologique que les organismes de contrôle sont tenus d'appliquer conformément à l'article 7 du présent arrêté.

CHAPITRE I^{er}. — Modalités d'application de la législation par les organismes de contrôle

1.1° Début de la mise en œuvre du régime de contrôle

La date du début de la mise en œuvre du régime de contrôle, déterminant notamment le commencement de la période de conversion chez les producteurs, est fixée au jour où l'organisme de contrôle a reçu la notification de l'opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle.

1.2° Octroi des dérogations et autorisations par les organismes de contrôle

Afin d'harmoniser les modalités d'application de la législation par les organismes de contrôle, et notamment l'octroi des dérogations ou autorisations prévues dans le Règlement ou le présent arrêté, le Ministre établit des critères communs, après consultation du Comité de concertation pour l'Agriculture biologique institué à l'article 12.

1.3° Traçabilité des produits animaux

1.3.1° L'organisme de contrôle est tenu de passer une convention avec l'organisme responsable de la gestion du système Sanitel d'identification et d'enregistrement des animaux, de manière à avoir un accès régulier aux informations concernant les troupeaux et animaux des opérateurs sous contrôle pour toutes les espèces pour lesquelles un système Sanitel est opérationnel.

1.3.2° L'organisme de contrôle est tenu de prélever annuellement des échantillons de viande ou produits de viande sur une proportion minimale de 5 % des bovins abattus en vue d'une commercialisation avec une référence à la production biologique, et de faire, par analyse ADN, un contrôle de concordance de ces échantillons avec les poils des animaux correspondants prélevés par les producteurs en application du présent arrêté.

CHAPITRE II. — Planification et exécution des contrôles

2.1° Lorsqu'il reçoit la notification d'un opérateur et son engagement à soumettre son exploitation au régime de contrôle, l'organisme de contrôle exécute le premier contrôle imposé par le Règlement dans un délai maximal de 60 jours.

2.2° Outre le contrôle initial visé au point 2.1, les contrôles exercés par les organismes de contrôle se répartissent en 4 catégories distinctes :

a) contrôle physique annuel complet, tel que défini et rendu obligatoire par le premier alinéa du point 5 des dispositions générales de l'annexe III du Règlement;

b) contrôle complémentaire au contrôle physique annuel complet, rendu nécessaire lorsque ce dernier n'a pu être entièrement réalisé dans le cadre d'une seule visite;

c) contrôle renforcé, effectué dans le cadre de l'application du barème de sanctions défini au chapitre 4 de la présente annexe;

d) contrôle par échantillonnage, tel que défini par le second alinéa du point 5 des dispositions générales de l'annexe III du Règlement.

2.3° L'organisme de contrôle exécute un nombre de contrôle par échantillonnage égal ou supérieur à :

- 50 % du nombre de producteurs soumis au contrôle;
- 75 % du nombre de préparateurs soumis au contrôle;
- 75 % du nombre d'importateurs soumis au contrôle.

Le nombre minimal de contrôles par échantillonnage à exécuter est calculé par rapport à la situation au 30 juin de l'année concernée.

2.4° L'organisme de contrôle soumet à l'approbation du Service une procédure visant à établir la planification des contrôles par échantillonnage et le choix des opérateurs devant subir ces contrôles sur base d'une évaluation générale du risque de non-respect du Règlement ou du présent arrêté.

2.5° Lorsqu'une irrégularité est suspectée, l'organisme de contrôle est tenu d'exécuter dans les plus brefs délais un contrôle auprès de l'opérateur concerné.

2.6° L'organisme de contrôle est tenu de soumettre chaque nouvel opérateur à au moins un contrôle par échantillonnage au cours de la première année qui suit la notification. Par la suite, l'organisme de contrôle soumet chaque opérateur à au moins un contrôle par échantillonnage tous les 48 mois.

2.7° Les contrôles par échantillonnage peuvent être des contrôles partiels destinés à vérifier un nombre limité de points. Dans ce cas, l'organisme de contrôle cible la nature des contrôles en fonction des spécificités de l'opérateur et du contenu de son dossier.

2.8° En ce qui concerne les unités de préparation dans lesquelles des produits non biologiques sont également transformés, conditionnés ou stockés, l'organisme de contrôle prend les mesures nécessaires pour disposer à l'avance des plannings de production biologique.

2.9° En ce qui concerne les importateurs, l'organisme de contrôle prend les mesures nécessaires pour être informé à l'avance des arrivées sur le territoire belge de lots de produits biologiques.

CHAPITRE III. — *Planification et exécution des analyses*

3.1° Pour chaque nouvelle unité de production notifiant son entrée en conversion dans le mode de production biologique, l'organisme de contrôle prélève un échantillon de sol, de produit végétal ou de produit animal, et exécute une analyse pour détecter la présence éventuelle de résidus d'organochlorés. Si l'unité de production est située dans un environnement présentant un risque particulier de pollution, l'analyse porte également sur la présence éventuelle des autres résidus suspectés.

3.2° Au près des opérateurs qui ne sont pas visés au point 3.1, l'organisme de contrôle exécute un nombre d'analyses de routine égal ou supérieur à :

- 60 % des producteurs;
- 40 % des préparateurs;
- 100 % des importateurs.

3.3° L'organisme de contrôle est tenu d'exécuter au moins une analyse de produit tous les 48 mois chez chacun des opérateurs cités au point 3.2.

Chez l'ensemble des opérateurs soumis au contrôle, l'organisme de contrôle exécutera une analyse de produit lorsqu'une irrégularité est suspectée.

3.4° L'organisme de contrôle soumet à l'approbation du Service une procédure visant à établir, sur base d'une évaluation générale du risque de non-respect du Règlement ou du présent arrêté, la planification des prises d'échantillon, le choix des opérateurs et des produits devant subir les analyses ainsi que la nature des produits recherchés.

3.5° Les analyses exécutées dans les produits végétaux et animaux visent à contrôler l'utilisation illicite de produits non autorisés, y compris l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ou de produits dérivés de ces organismes, ainsi que la présence éventuelle de résidus de pollutions environnementales suspectées.

3.6° Les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des producteurs portent notamment sur les herbicides, fongicides, insecticides, acaricides, molluscicides, bactéricides, rodenticides, répulsifs, substances inhibitrices de la germination, régulateurs de croissance, ralentisseurs et accélérateurs de mûrissement.

3.7° Outre les produits visés au point précédent, les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des préparateurs et importateurs portent également sur les additifs alimentaires, colorants, arômes, exhausteurs de goût, conservateurs, supports, solvants, et autres auxiliaires technologiques.

3.8° Les analyses des produits animaux portent notamment sur les médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse, les antibiotiques, les tranquillisants, les cocciostatiques, les substances destinées à stimuler la croissance ou la production, les additifs, conservateurs et autres auxiliaires technologiques, tels les nitrates et les sorbates dans le lait, et les nitrites, nitrates, sulfites, phosphates et glutamates dans la viande et les produits de viande.

3.9° Afin d'harmoniser l'interprétation des résultats d'analyse par les organismes de contrôle et leur prise en compte dans le cadre de la grille des sanctions, le Ministre fixe, après consultation du Comité de concertation pour l'Agriculture biologique institué à l'article 12, des lignes directrices contraignantes fondées sur des valeurs limites de teneurs en résidus.

CHAPITRE IV. — *Barème des sanctions*

4.1° Outre l'application des dispositions visées à l'article 9, point 9 et à l'article 10, point 3 du Règlement, l'organisme de contrôle applique une ou plusieurs des sanctions suivantes en cas de constatation d'une irrégularité ou d'une infraction :

Sanctions	Application
-----------	-------------

Remarques	Remarque simple	La remarque simple est utilisée en cas d'irrégularité mineure ou de manquement de toute évidence involontaire dans le chef de l'opérateur.
	Demande d'amélioration	La demande d'amélioration précise l'irrégularité constatée, l'amélioration attendue et le délai dans lequel cette amélioration doit être effective.
Avertissement		L'avertissement est accompagné de la mention de la sanction qui sera appliquée si l'opérateur n'en tient pas compte. Une demande d'amélioration non respectée dans le délai fixé donne toujours suite à un avertissement. Un avertissement est systématiquement suivi d'un contrôle renforcé.
Contrôle renforcé		Les frais du contrôle renforcé sont portés à charge de l'opérateur.
Déclassements et suspensions	Déclassement parcelle	Déclassement d'une parcelle ou partie de parcelle donnée pour une durée déterminée.
	Déclassement lot	Déclassement définitif d'une partie de production donnée.
	Suspension produit	Interdiction à l'opérateur de commercialiser un type de produits donné portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.
	Suspension totale	Interdiction à l'opérateur de commercialiser tous produits portant des indications se référant au mode de production biologique pour une durée déterminée.

4.2° Afin d'harmoniser l'application des sanctions par les organismes de contrôle, le Ministre établit, après consultation du Comité de concertation pour l'Agriculture biologique institué à l'article 12, la grille des sanctions applicables aux opérateurs en fonction des cas concrets d'irrégularités et d'infractions constatées.

4.3° Lorsque l'article 9, point 9, b, ou l'article 10, point 3, b, du Règlement est appliqué, qui requiert qu'une mesure soit prise pour une période à convenir avec l'autorité compétente de l'État membre, l'organisme de contrôle communique au Service un dossier complet relatif au constat d'infraction, aux fins de convenir de cette période.

CHAPITRE V. — Données à transmettre au Service

5.1° Grilles des redevances

5.1.1° L'organisme de contrôle est tenu de fournir au Service la grille des redevances applicables aux opérateurs, établie conformément à l'annexe 2 du présent arrêté. Il fournit également toute modification apportée à cette grille avant la date à laquelle elle entre en vigueur.

5.2° Données à transmettre annuellement

5.2.1° Liste des opérateurs soumis au contrôle

La liste des opérateurs visée à l'article 9, point 8, b, du Règlement est rendue disponible pour les intéressés.

Cette liste est par ailleurs communiquée annuellement au Service et comprend au minimum les données suivantes :

- le nom et l'adresse de l'opérateur;
- le type d'opérateur;
- le type de produit;
- la date de la notification;
- la date de la certification.

5.2.2° Rapport annuel

Le rapport annuel visé à l'article 9, point 8, b, du Règlement contient au minimum :

- les informations demandées par la Commission européenne;
- des données statistiques complémentaires, relatives aux moyens de production et de préparation de produits biologiques et aux quantités de produits biologiques commercialisés, selon le modèle fixé par le Ministre.

5.2.3° Données relatives aux aides à l'agriculture biologique

L'organisme de contrôle est tenu de transmettre à la Division des Aides à l'agriculture, Organisme payeur de la Direction générale de l'Agriculture (DGA) du Ministère de la Région wallonne, un ensemble de données relatives aux producteurs qu'il contrôle. La nature de ces données est définie par ledit Organisme payeur sur la base des exigences réglementaires des différents régimes d'aides qui relèvent de sa compétence. Un protocole conclu entre l'organisme de contrôle et la DGA définit les modalités pratiques inhérentes à la transmission de ces données.

5.3° Données à transmettre semestriellement

5.3.1° Liste des contrôles effectués

L'organisme de contrôle est tenu de fournir au Service dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des contrôles effectués auprès des opérateurs soumis au contrôle, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur;
- le type d'opérateur;
- la date du contrôle;
- le type de contrôle, tel que défini au point 2.2 de la présente annexe.

5.3.2° Liste des dérogations ou autorisations accordées

L'organisme de contrôle est tenu de fournir au Service dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des dérogations ou autorisations accordées aux opérateurs soumis au contrôle, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur;
- le type d'opérateur;
- la nature de la dérogation;
- la disposition du Règlement ou du présent arrêté qui la prévoit;
- la date d'octroi de la dérogation;
- la durée de validité de la dérogation.

En ce qui concerne les autorisations d'utilisation de matériel de reproduction conventionnel, octroyées en application du Règlement (CE) n° 1452/2003 de la Commission du 14 août 2003 maintenant la dérogation prévue à l'article 6, paragraphe 3, point *a*), du Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil, en ce qui concerne certaines espèces de semences et de matériels de reproduction végétative, et établissant les règles de procédures et les critères applicables à cette dérogation, l'organisme de contrôle est tenu de fournir dans les trente jours qui suivent la fin de chaque semestre la liste des espèces végétales et des variétés concernées par ces autorisations en précisant pour chacune d'elles les éléments définis à l'article 12, § 1^{er} du Règlement (CE) 1452/2003. Ces informations sont présentées selon un modèle fixé par le Service.

5.3.3° Liste des sanctions prononcées

L'organisme de contrôle est tenu de fournir au Service dans les 30 jours qui suivent la fin de chaque semestre, une liste des sanctions imposées aux opérateurs soumis au contrôle, exception faite des cas de remarques, en mentionnant :

- le nom et l'adresse de l'opérateur;
- le type d'opérateur;
- la nature de la sanction selon le barème fixé au chapitre 4 de la présente annexe;
- la date de la sanction;
- la durée de la sanction.

5.4° Données à transmettre immédiatement

5.4.1° Lorsque l'organisme de contrôle constate une irrégularité ou une infraction auprès d'un opérateur soumis à son contrôle, et que cette irrégularité ou cette infraction peut avoir des conséquences auprès d'opérateurs soumis au contrôle d'un autre organisme de contrôle, il en informe sans délai le Service.

5.4.2° Lorsque l'organisme de contrôle inflige à un opérateur une sanction de déclassement ou de suspension visée au chapitre 4 de la présente annexe, il en informe sans délai le Service.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 2. — Barème des redevances payées par les opérateurs à l'organisme de contrôle

Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement, le présent barème fixe les limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs aux organismes de contrôle, conformément à l'article 8 du présent arrêté.

1.° Producteurs

1.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les producteurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour une unité de production	1 670
Par entreprise tierce à contrôler (travail à façon : la marchandise reste la propriété du producteur)	2 030
Par ha de réserve naturelle (**)	20,4
Par ha de sapins de Noël	280
Par ha de maraîchage (*)	825
Par ha de maraîchage en plein champs (*)	460
Par ha de grande culture (*)	81
Par ha de prairie, engrais verts ou jachère	61
Par ha de culture fruitière basses tiges	410
Par ha de culture fruitière hautes tiges	280
Par ha de serre froide ou tunnel	2 460
Par ha de serre chauffée	4 950
Par ha de champignons	16 500
Par bovin de moins d'1 an	6,3
Par bovin d'1 à 2 ans	9,5
Par bovin de plus de 2 ans	12,4
Par vache allaitante	21
Par vache laitière	30
Par porc commercialisé	4,7
Par truie ou verrat	30
Par agneau commercialisé	4,5
Par brebis allaitante	4,5

Éléments pris en considération	Nombre de points
Par chèvre ou brebis laitière	7,7
Par jument allaitante/étalon	21
Par jument laitière	30
Par 10 poulets de chair commercialisés	3,4
Par 10 poules pondeuses	10,2
Par 10 dindes commercialisées	6,8
Par 10 canards commercialisés	6,8
Par autruche commercialisée	4,7
Par autruche reproductrice	15,1
Par lapine mère	6,1
Par daguet commercialisé	5
Par biche ou cerf	15,1
Par 100 escargots commercialisés	3
(*) sur la base d'une liste des cultures fixée par l'Administration.	
(**) sites bénéficiant d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, à savoir : réserve naturelle agréée (RNA), réserve naturelle domaniale (RND), réserve forestière (RF), zone humide d'intérêt biologique (ZHIB).	

1.2° En dehors des contrôles de tiers, le nombre minimal de points d'une exploitation est fixé à 2 500 points.

2° Entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation

2.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les préparateurs et importateurs au prorata du système de points repris ci-dessous :

Éléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour l'unité de transformation ou d'importation :	1 790
- réservée exclusivement à la production biologique	2 200
- utilisée aussi pour la production conventionnelle	
Par site supplémentaire :	1 200
- réservé exclusivement à la production biologique	1 470
- utilisé aussi pour la production conventionnelle	
Par type d'ingrédient utilisé :	120
- uniquement en qualité biologique	(24)
(entreprise de restauration de collectivités)	147
- en qualités biologique et conventionnelle	(29,5)
(entreprise de restauration de collectivités)	
Par type de produit fini biologique commercialisé :	180
- uniquement en qualité biologique	(60)
(entreprise de restauration de collectivités)	220
- en qualités biologique et conventionnelle	(73,5)
(entreprise de restauration de collectivités)	
Par tranche de 5 000 euros du CAB (*) en-dessous de 1 250 000 euros	182
Par tranche de 5 000 euros du CAB (*) comprise entre 1 250 000 euros et 6 250 000 euros	91
Par tranche de 5 000 euros du CAB (*) comprise entre 6 250 000 euros et 15 000 000 euros	54,6
Par tranche de 5 000 euros du CAB (*) comprise entre 15 000 000 euros et 25 000 000 euros	31,8
Par tranche de 5 000 euros du CAB (*) au-dessus de 25 000 000 euros	18,2
Par demande d'autorisation d'importation dans le cadre du Règlement ou du présent arrêté	4 800
(*) Par CAB, on entend le chiffre d'affaire annuel relatif aux activités dans le secteur biologique.	

2.2° Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour en changer l'emballage (conditionneurs), le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 65 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à réceptionner des produits biologiques dans des emballages non fermés ou en vrac et à les commercialiser sans autre conditionnement, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 50 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à acheter des produits biologiques emballés pour les étiqueter à leur nom, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

Pour les entreprises qui se limitent à réceptionner des produits biologiques dans des emballages fermés et à les commercialiser sans en modifier le conditionnement ni l'étiquetage, le CAB utilisé pour le calcul des points est ramené à 15 % de sa valeur.

Pour les importateurs, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à 25 % de sa valeur.

2.3° En dehors des demandes d'autorisation d'importation, le nombre minimal de points d'une entreprise est fixé à 6 000 points. Toutefois, ce seuil minimal peut être réduit dans les cas suivants :

— pour les entreprises qui débutent leurs activités (nouveau n° de T.V.A.), ce seuil peut être ramené à 4 450 points pendant les deux premières années;

— pour les entreprises qui transforment des marchandises sans en être propriétaire (façonniers), ce seuil peut être ramené à 4 450 points si le CAB est compris entre 12 500 euros et 100 000 euros et à 3 450 points si le CAB est inférieur à 12 500 euros;

— pour les boulangeries dont le CAB est inférieur à 12 500 euros, ce seuil peut être ramené à 2 075 points.

3° Points de vente

3.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les opérateurs responsables de la commercialisation de produits biologiques au consommateur ou à l'utilisateur final au prorata du système de points repris ci-dessous :

Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée	Nombre de points
Inférieur à 15 000 euros	2 000
Compris entre 15 000 et 60 000 euros	2 592
Compris entre 60 001 et 100 000 euros	3 313
Supérieur à 100 000 euros	4 034

3.2° Par dérogation au point 3.1, le système de points repris ci-dessous est appliqué aux opérateurs qui commercialisent des produits biologiques sous une forme non-préemballée au consommateur ou à l'utilisateur final mais ne commercialisent pas sous la même forme des produits identiques non réglementés dans le Règlement ou dans le présent arrêté :

Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée	Nombre de points
Inférieur à 15 000 euros	1 665
Compris entre 15 000 et 60 000 euros	2 163
Compris entre 60 001 et 100 000 euros	2 764
Supérieur à 100 000 euros	3 364

3.3° Les opérateurs responsables de la commercialisation de produits biologiques au consommateur ou à l'utilisateur final et qui exercent par ailleurs une activité de producteur et/ou d'entreprises de préparation, de conditionnement ou d'importation de produits biologiques, s'acquittent de la redevance déterminée en application des points 1° et 2° de la présente annexe; aucune augmentation de cette redevance n'est appliquée en liaison avec l'activité de commercialisation, et ce pour autant que le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée soit inférieur à 5.000 euros.

Si le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non-préemballée est égal ou supérieur à 5.000 euros, la valeur de la redevance annuelle due pour l'activité de commercialisation est fixée par l'application des points 3.1° ou 3.2°, en soustrayant 472 points des montants définis.

4° Limites minimales et maximales de la redevance

La redevance hors T.V.A. que l'organisme de contrôle applique aux opérateurs, est égale au nombre de points de l'exploitation, multiplié par un facteur compris entre les limites minimales et maximales suivantes (ce facteur peut être fixé séparément pour les producteurs d'une part, et pour les entreprises de préparation, de conditionnement et d'importation d'autre part) :

— redevance minimale : facteur 0,113 euro;

— redevance maximale : facteur 0,172 euro.

5° Contrôles renforcés

Les frais des contrôles renforcés, exécutés notamment en application du chapitre 4 du cahier des charges repris en annexe 1 du présent arrêté, sont portés à charge de l'opérateur par les organismes de contrôle sur la base des limites minimales et maximales suivantes (hors frais d'analyses éventuelles) :

Redevance (par 1/2 heure de contrôle)	Dans l'entreprise	En bureau
Minimale	30 euros	20 euros
Maximale	45 euros	30 euros

6° Indexation

Les montants visés aux points 6.3 et 6.4 sont indexés annuellement au 1^{er} janvier sur la base de l'index-santé du mois de décembre de l'année précédente par rapport à celui de décembre 2004.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 3. — Cahier des charges relatif à la production biologique dans le secteur animal

Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement, le présent cahier des charges fixe des prescriptions supplémentaires concernant le mode de production biologique dans le secteur animal, conformément à l'article 11 du présent arrêté et à l'article 12 du Règlement.

CHAPITRE I^{er}. — *Portée*

1° Outre les espèces animales et produits animaux visés dans le Règlement, les dispositions établies dans le Règlement et dans le présent arrêté sont applicables :

- aux lapins et à leurs produits;
- aux autruches et à leurs produits;
- aux cervidés et à leurs produits;
- aux escargots et à leurs produits.

CHAPITRE II. — *Règles applicables à la production*

2.1° Principes généraux

Pour l'application du point 1.6 de l'annexe I.B du Règlement, l'existence d'une exploitation distincte est établie par rapport à l'existence conjointe d'une entité géographique distincte au sens de la législation relative au système d'identification et d'enregistrement des animaux (Sanitel) et d'une entité juridique distincte.

2.2° Conversion

2.2.1° L'octroi de la dérogation visée au point 2.1.2 de l'annexe I.B du Règlement, concernant une diminution de la période de conversion pour les pâturages, parcours et aires d'exercice extérieures pour des espèces non herbivores est subordonnée à une analyse avec résultats négatifs des résidus d'organochlorés et d'organophosphorés dans le sol.

La condition fixée pour une diminution de la période de conversion à 6 mois est considérée comme remplie si les surfaces n'ont pas été traitées avec des produits autres que ceux visés à l'annexe II du Règlement depuis au moins 6 mois.

2.2.2° La période de conversion visée au point 2.2.1 de l'annexe I.B du Règlement est portée à 12 semaines pour les volailles destinées à la production d'œufs; elle est fixée à 4 mois pour les lapins, à 8 mois pour les autruches, et à 12 mois pour les cervidés.

2.2.3° Pour l'application du point 2.3.1 de l'annexe I.B du Règlement, les aliments des animaux ne provenant pas de l'unité de production elle-même doivent être issus de l'agriculture biologique, sans préjudice de l'application des dérogations prévues aux points 4.4 et 4.8 de l'annexe I.B du Règlement.

2.2.4° Pour la conversion d'une unité de production d'escargots, la durée de la période de conversion des parcs extérieurs utilisés pour l'alimentation des animaux est ramenée à 12 mois, si aucun produit autre que les produits visés à l'annexe II du Règlement n'a été utilisé pour traiter ces surfaces depuis au moins 12 mois. Pour que les escargots puissent être vendus sous appellation biologique, les animaux doivent avoir été élevés conformément au mode de production biologique depuis la naissance.

2.3° Origine des animaux

2.3.1° Pour l'application du point 3.1 de l'annexe I.B du Règlement concernant le choix des races, l'utilisation de races dont les problèmes de mises bas nécessitent l'usage de la césarienne doit être évitée. La césarienne n'est autorisée que pour sauver la vie d'un animal ou pour lui éviter des souffrances. Cette règle est considérée comme respectée pour le troupeau de type viandeux d'un élevage donné si 5 ans après l'entrée en conversion, le nombre de naissances naturelles est et reste supérieur à 80 % du nombre total de naissances de l'année. En outre, un pourcentage de 30 % de naissances naturelles doit déjà au moins être atteint 3 ans après l'entrée en conversion.

2.3.2° Pour l'application du point 3.4 de l'annexe I.B du Règlement, l'âge maximal d'introduction dans une unité de production biologique d'animaux non élevés selon le mode de production biologique est ramené à 15 jours pour les jeunes buffles, les veaux, les poulains, les agneaux et les chevreaux; il est fixé à 3 jours pour les autruches et à 15 jours pour les cervidés.

2.3.3° Les dérogations visées aux points 3.4 et 3.6 de l'annexe I.B du Règlement ne sont pas d'application pour les lapins.

2.3.4° Pour l'application du point 3.7 de l'annexe I.B du Règlement, l'âge maximal d'introduction dans une unité de production biologique de poulettes destinées à la production d'œufs, non élevées selon le mode de production biologique, est ramené à 6 semaines.

2.3.5° Pour l'application des points 3.4, 3.6, 3.7 et 3.8 de l'annexe I.B du Règlement, les dérogations ne peuvent être accordées par l'organisme de contrôle que pour les espèces et types d'animaux pour lesquels la disponibilité insuffisante d'animaux élevés selon le mode de production biologique a été constatée par le Service. A cet effet, le Service tient une liste des espèces et types d'animaux pour lesquels les dérogations peuvent s'appliquer.

2.3.6° Pour l'application du point 3.8 de l'annexe I.B du Règlement, le pourcentage maximum est fixé à 10 % pour les porcins, les lapins, les cervidés et les autruches.

2.3.7° Peuvent seuls être vendus en tant que produits biologiques les escargots appartenant aux espèces suivantes :

- *Helix aspersa aspersa* (escargot petit gris);
- *Helix aspersa maxima* (escargot gros gris);
- *Helix pomatia* (escargot de Bourgogne).

2.3.8° L'utilisation d'escargots provenant d'élevages non biologiques n'est autorisée que comme reproducteurs, et seulement si des animaux élevés selon le mode de production biologique ne sont pas disponibles, moyennant l'autorisation de l'organisme de contrôle.

2.4° Alimentation

2.4.1° Pour l'application de la dérogation visée au point 4.8 de l'annexe I.B du Règlement, le pourcentage maximal autorisé d'aliments conventionnels dans la ration journalière est ramené à 15 % pour les herbivores et 20 % pour les autres espèces; il est fixé à 10 % pour les escargots.

En-dehors des aliments conventionnels produits sur des parcelles en conversion rattachées à sa propre exploitation sur la base d'un contrat durable, l'utilisation des matières premières conventionnelles visées à l'annexe II, sections C1 et C2 du Règlement est limitée aux matières premières pour lesquelles la disponibilité insuffisante en mode de production biologique est avérée.

Le Service tient une liste des matières premières pour lesquelles cette disponibilité insuffisante a été constatée. L'établissement de cette liste peut par ailleurs prendre en considération le risque d'introduction de résidus de produits interdits en mode de production biologique. Cette liste est consultable sur le Portail de l'Agriculture wallonne du site Internet de la Région wallonne (<http://agriculture.wallonie.be>) ainsi qu'auprès des organismes de contrôle.

Si un opérateur souhaite utiliser une matière première conventionnelle qui n'est pas reprise dans la liste tenue par le Service, la responsabilité lui incombe d'établir à la satisfaction de l'organisme de contrôle qu'il est dans l'impossibilité d'obtenir cette matière première issue du mode de production biologique.

L'introduction de matières premières conventionnelles dans la filière de production biologique ne peut avoir lieu que sous forme de mono-ingrédients auprès d'un opérateur soumis au contrôle.

2.4.2° Pour l'application de la dérogation visée au point 4.9 de l'annexe I.B du Règlement, le Service détermine le cas échéant :

- la zone ayant subi une perte de production fourragère biologique due à des conditions météorologiques exceptionnelles ou à d'autres causes indépendantes de la volonté du producteur (remembrement officiel,...);
- la durée pendant laquelle la dérogation peut s'appliquer;
- le pourcentage maximal autorisé d'aliments conventionnels;
- les aliments conventionnels autorisés;
- les modalités d'application de la dérogation par les organismes de contrôle aux opérateurs individuels.

2.4.3° L'utilisation des vitamines synthétiques A, D et E pour l'alimentation des ruminants est autorisée, conformément aux dispositions du point 1.2 de l'annexe II.D du Règlement.

2.5° Prophylaxie et soins vétérinaires

2.5.1° Pour l'application du point 5.4.b de l'annexe I.B du Règlement, le recours à des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou à des antibiotiques sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire suppose que chacun des traitements concernés a été préalablement prescrit par un médecin vétérinaire.

2.5.2° Pour l'application du point 5.4.c de l'annexe I.B du Règlement, l'utilisation des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques est considérée comme un traitement préventif dans les cas suivants :

- lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant que l'animal ne manifeste les symptômes de la maladie;
- lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant qu'un problème sanitaire n'ait été diagnostiqué;
- lorsque le traitement est appliqué de manière répétitive et collective sur une catégorie d'animaux du troupeau, sans préjudice de l'application du point 5.5.b de l'annexe I.B du Règlement.

2.5.3° Pour l'application des points 5.5.b et 5.8 de l'annexe I.B du Règlement, on entend par "soins vétérinaires prescrits par la législation" et "plans d'éradication mis en place par les Etats membres", des mesures mises en œuvre en application de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et de ses arrêtés d'exécution.

2.6° Gestion de l'élevage, transport, identification

2.6.1° Pour l'application de la dérogation visée au point 6.1.6 de l'annexe I.B du Règlement et dans l'attente d'une interprétation commune au niveau européen, on entend par exploitation de petite taille : une exploitation détenant moins de 50 bovins à l'attache. Cette dérogation ne s'applique qu'aux exploitations ayant notifié leur activité au sens de l'article 8 du Règlement avant le 24 août 2000.

2.6.2° Pour l'application du point 6.1.9 de l'annexe I.B du Règlement et dans l'attente d'une liste commune fixée au niveau européen, le Service fixe, en concertation avec les organisations représentatives du secteur de la production biologique, la liste des souches à croissance lente qui peuvent être utilisées dans le cas où les producteurs n'appliquent pas les règles d'âge minimal d'abattage.

2.6.3° Avant abattage, les escargots doivent être retirés des parcs extérieurs et mis à jeun pendant une durée minimale de 5 jours. L'échaudage doit être réalisé à l'eau bouillante, sans utilisation de sel ni de vinaigre.

2.7° Effluents d'élevage

Outre les chiffres fixés à l'annexe VII du Règlement en application du point 7 de l'annexe I.B du Règlement, les valeurs suivantes sont d'application, fixant le nombre d'animaux par hectare équivalant à 170 kg N/ha/an :

- poulettes destinées à la ponte de 3 jours à 18 semaines : 580;
- dindes : 80;
- autruches de moins de 3 mois : 50;
- autruches de 3 à 12 mois : 20;
- autruches de plus de 12 mois : 10;
- cervidés de moins de 12 mois : 12;
- cervidés de plus de 12 mois : 6;
- lapins de chair : 430.

2.8° Espaces en plein air et bâtiments d'élevage

2.8.1° Outre les chiffres fixés à l'annexe VIII du Règlement en application du point 8.2.3 de l'annexe I.B du Règlement, les superficies minimales nettes suivantes dont doivent disposer les animaux dans les bâtiments et dans les aires d'exercice en plein air, sont d'application :

	Age	A l'intérieur	A l'extérieur
Poulettes destinées à la ponte	3 jours à 6 semaines	maximum 13 animaux/m ²	—
	6 à 12 semaines	maximum 13 animaux/m ²	minimum 1 m ² /animal
	12 à 18 semaines	maximum 10 animaux/m ²	
Autruches	6 à 12 semaines	minimum 1,5 m ² /animal	minimum 10 m ² /animal
	12 semaines à 12 mois	minimum 2,5 m ² /animal	minimum 125 m ² /animal
	12 mois et plus	minimum 4 m ² /animal	minimum 200 m ² /animal

	Age	A l'intérieur	A l'extérieur
Lapins reproducteurs (lapereaux compris)	—	minimum 0,6 m ² /animal au total	
Lapins de chair	plus de 30 jours	maximum 5 animaux/m ² au total	
Cervidés	moins de 12 mois	minimum 2 m ² /animal	minimum 4 m ² /animal
	12 mois et plus	minimum 5 m ² /animal	minimum 10 m ² /animal
Escargots	plus de 7 jours	—	maximum 330 animaux/m ² et maximum 4 kg de poids vif/m ²

2.8.2° Pour l'application du point 8.3.1 de l'annexe I.B du Règlement, la couverture partielle des aires d'exercice extérieures ne peut dépasser 50 % de la superficie de l'aire d'exercice extérieure accessible aux animaux.

2.8.3° Par dérogation au point 8.3.1 de l'annexe I.B du Règlement, les lapins peuvent être détenus uniquement à l'intérieur, à condition qu'il s'agisse d'un bâtiment à front ouvert vers l'extérieur, dont la partie ouverte représente au moins 25 % du périmètre du bâtiment, et pour autant que tous les lapins aient un accès direct et permanent au front ouvert. La fermeture du front ouvert n'est autorisée qu'en cas de conditions météorologiques défavorables.

2.8.4° Les lapins doivent être élevés au sol, avec accès éventuel à un niveau surélevé, et ne peuvent être gardés en cages. Ils doivent être élevés dans des groupes dont la taille est appropriée à leurs comportements éthologiques.

2.8.5° En application des points 8.3.1 et 8.3.8 de l'annexe I.B du Règlement, l'isolement des truies à l'intérieur du bâtiment est autorisée pour la mise-bas, pendant une période maximale de 28 jours.

2.8.6° Les truies doivent disposer d'un parcours extérieur enherbé chaque fois que les conditions le permettent, avec une densité maximale de 15 truies à l'hectare. Il peut être dérogé à cette règle pendant une période maximale de 8 semaines après la mise-bas, moyennant accès à une aire d'exercice extérieure d'au moins 10 m² par truie et le respect de l'obligation de permettre aux animaux de fouir.

2.8.7° En application du point 8.4.6 de l'annexe I.B du Règlement, la durée minimale de vide sanitaire entre chaque bande d'élevage de volailles est fixée à 6 semaines pour les parcours et à 3 semaines pour les bâtiments.

2.8.8° A partir de l'âge de 8 jours et en dehors de la période d'hibernation pour les reproducteurs, les escargots doivent être élevés dans des parcs extérieurs enherbés, qui peuvent être couverts. L'élevage et la reproduction des escargots doivent se faire en respectant leur cycle biologique naturel. A la fin de chaque cycle d'engraissement, les parcs extérieurs doivent rester vides pendant une durée minimale de trois mois.

2.8.9° Pour l'octroi des dérogations visées au point 8.5.1 de l'annexe I.B du Règlement, les règles suivantes s'appliquent :

- la dérogation aux exigences prévues au point 8.3.1 pour les espèces autres que le porc n'est pas d'application;
- la dérogation aux exigences prévues au point 8.4.5 n'est pas d'application;
- les dérogations sont accordées au cas par cas par le Service sur proposition de l'organisme de contrôle et portent sur une ou plusieurs dispositions déterminées, pour une durée la plus courte possible jugée nécessaire pour respecter les exigences visées. La durée de la dérogation ne peut en aucun cas être de plus de 5 ans.

CHAPITRE III. — Règles pour la traçabilité des animaux et des produits animaux

3.1° Principes généraux

3.1.1° Outre les mesures de contrôle et de précaution fixées dans le Règlement, notamment aux articles 8 et 9 et à l'annexe III, et sans préjudice des dispositions légales relatives à l'identification et l'enregistrement des animaux, les mesures supplémentaires fixées ci-dessous sont d'application, en exécution de l'article 9 paragraphe 12 du Règlement, pour assurer la traçabilité des produits animaux tout au long de la chaîne de production, transformation et préparation.

3.1.2° En début de contrôle, le producteur et l'organisme de contrôle doivent veiller à ce que les données concernant les animaux présents dans l'exploitation soient reprises dans le cahier d'élevage, individuellement pour les bovins, ovins, caprins, équidés, cervidés et autruches, et individuellement ou par lot pour les porcins, les lapins, les volailles et les escargots.

3.1.3° Pour les espèces pour lesquelles un système d'identification et d'enregistrement Sanitel est organisé, chaque producteur autorise les organismes de contrôle agréés à disposer des informations de la base de données concernant son troupeau. Il est en outre tenu de conserver en permanence au siège de l'exploitation, les relevés successifs du registre Sanitel de son troupeau, qui lui ont été transmis par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des animaux.

3.2° Circuit de commercialisation et de transformation de la viande

3.2.1° Dans les 15 jours qui suivent la naissance d'un bovin dans le troupeau, le producteur est tenu de prélever un échantillon de poils du veau et de sa mère, selon la méthode définie par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des bovins, et de transmettre ces échantillons au lieu de stockage désigné.

3.2.2° Lors de toute commercialisation d'un bovin de son troupeau, le producteur est tenu de prélever un échantillon de poils de l'animal, selon la méthode définie par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des bovins, et de transmettre cet échantillon au lieu de stockage désigné.

3.2.3° Le producteur ne peut commercialiser un animal avec la référence à la production biologique que s'il est en possession d'un certificat établi par l'organisme de contrôle, attestant de la conformité de son unité de production au mode de production biologique pour l'espèce concernée.

3.2.4° Les animaux commercialisés avec une référence au mode de production biologique sont accompagnés d'une fiche de transaction numérotée délivrée par l'organisme de contrôle, dont le modèle est soumis à l'avis des organisations représentatives du secteur de la production biologique, et à l'approbation du Service.

3.2.5° La fiche de transaction accompagne successivement l'animal et la carcasse jusqu'au premier acheteur de la carcasse. Celui-ci renvoie la fiche de transaction originale à l'organisme de contrôle.

3.2.6° Chaque opérateur successif jusqu'au premier acheteur de la carcasse formalise son engagement à fournir un animal ou un produit obtenu conformément au mode de production biologique en complétant la partie de la fiche de transaction qui lui est destinée.

3.2.7° A partir du premier acheteur de la carcasse, chaque opérateur successif doit disposer d'un système administratif fiable, établissant un lien incontestable entre les quantités des produits entrants et sortants dûment identifiés.

3.2.8° A toutes les étapes de commercialisation, de transport, d'abattage et de découpe, les carcasses, les quartiers de carcasses et les morceaux de viande doivent porter une référence au mode de production biologique et être identifiés de façon permanente et non équivoque, de manière à pouvoir retracer la provenance du produit en remontant la chaîne de transformation jusqu'aux producteurs concernés.

3.2.9° L'opérateur qui vend des viandes ou produits de viande biologiques au consommateur final ne peut vendre des viandes ou produits de viande non biologiques de la même espèce que dans les cas suivants :

— les viandes ou produits de viande biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande non biologiques sont découpés et préemballés par un tiers;

— les viandes ou produits de viande non biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande biologiques sont découpés et préemballés, soit par un tiers, soit par lui-même, mais dans ce cas par série complète et séparée dans le temps.

Une dérogation à ce principe peut être accordée par l'organisme de contrôle sur demande motivée de l'opérateur, en vue de vendre sans référence au mode de production biologique des produits non certifiés issus de la transformation de viandes certifiées biologiques. Ces produits non certifiés ne peuvent en aucun cas être vendus avec une référence au mode de production biologique. La dérogation précisera le(s) produit(s) concerné(s) ainsi que sa durée d'application.

3.3° Circuit de commercialisation et de transformation du lait et des produits laitiers

3.3.1° A condition que le producteur soit en possession d'un certificat établi par l'organisme de contrôle attestant de la conformité de son unité de production au mode de production biologique pour la production de lait, l'acheteur lui attribue deux identifications distinctes, l'une pour la livraison de lait biologique, l'autre pour la livraison de lait ne respectant pas le mode de production biologique. Ces identifications sont implémentées dans un système d'étiquetage contenant notamment l'identification du producteur, et une référence au mode de production biologique et à l'organisme de contrôle pour la livraison de lait biologique.

3.3.2° Pour chaque livraison de lait, le producteur formalise son engagement à livrer du lait biologique en utilisant les étiquettes destinées à la livraison de lait biologique. En cas de livraison de lait non certifié biologique (traitements thérapeutiques, animaux en conversion...), le producteur utilise les étiquettes destinées à la livraison de lait conventionnel.

3.3.3° L'acheteur organise de préférence des collectes exclusivement réservées au lait biologique. Si ce n'est pas le cas, un ou plusieurs compartiments munis d'un système de pompage séparé sont exclusivement réservés au lait biologique.

3.3.4° A toutes les étapes de production, de stockage, de transport et de transformation de lait biologique, les cuves, compartiments, citernes et autres tanks contenant du lait biologique doivent être identifiés avec une référence à la production biologique.

3.4° Circuit de commercialisation et de transformation des ovoproduits

Les fabricants d'ovoproduits prennent les mesures nécessaires d'identification et d'enregistrement des produits afin de pouvoir retracer, par lot d'ovoproduits, les exploitations de provenance des œufs utilisés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1772

[2008/201894]

28. FEBRUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über den biologischen Landbau und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1517/2007 der Kommission vom 19. Dezember 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 2°, 3° und 6°, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 1. März 2007 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 und des Artikels 4, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Februar 1999 und vom 1. März 2007;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. April 1992 über den biologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Juli 1998 und vom 3. September 2000;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. August 1997 zur Festlegung zusätzlicher Bedingungen für die Zulassung der mit der Kontrolle des biologischen Landbaus und der entsprechenden Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel beauftragten Organe, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 26. Januar 2001;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 30. Oktober 1998 zur Festlegung der Vorschriften über die biologische Erzeugung im tierischen Sektor, abgeändert durch den ministeriellen Erlass vom 19. August 2000;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 15. Januar 2007;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 9. November 2007 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der dreißig Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 12. Dezember 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 43.842/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Nach Beratung,

Besluit :

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Minister": der Minister der Landwirtschaft;

2° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Verordnung": die Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel;

4° "Kontrollorgan": jedes Organ, das für die Durchführung der in Artikel 9 der Verordnung vorgesehenen Kontrollen nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zugelassen wird;

5° "Biologisches Erzeugnis": ein in Artikel 1 der Verordnung angeführtes Erzeugnis.

Art. 2 - Bei der Etikettierung oder Werbung für ein Erzeugnis dürfen nur dann Hinweise auf das biologische Produktionsverfahren verwendet werden, wenn das Erzeugnis gemäß den Regeln der biologische Erzeugung gewonnen worden ist, die durch die Bestimmungen der Verordnung und des vorliegenden Erlasses festgelegt worden sind.

Handelt es sich wie in Artikel 1, Absatz 2 der Verordnung beschrieben um ein biologisches Erzeugnis, für das keine ausführlichen Produktionsverfahren durch die Verordnung oder den vorliegenden Erlass festgelegt werden, kann die Dienststelle die Verwendung von Hinweisen auf das biologische Produktionsverfahren nur erlauben unter der Bedingung, dass das Produktionsverfahren den international zulässigen oder anerkannten Normen für biologische Erzeugung entspricht.

Art. 3 - § 1. Jedes Unternehmen, das biologische Erzeugnisse im Hinblick auf deren Vermarktung erzeugt, aufbereitet, lagert oder aus einem Drittland einführt, oder jedes Unternehmen, das biologische Erzeugnisse vermarktet, ist verpflichtet, diese Tätigkeit vorab einem gemäß Artikel 4 des vorliegenden Erlasses zugelassenen Kontrollorgan zu melden und seine Tätigkeit dem Kontrollverfahren nach Artikel 9 der Verordnung zu unterstellen.

§ 2. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 8, Absatz 1 der Verordnung wird das Unternehmen, das vorverpackte biologischen Erzeugnisse direkt an den Endverbraucher oder -nutzer verkauft, von der Anwendung des genannten Absatzes und von § 1 des vorliegenden Artikels ausgenommen, unter der Bedingung, dass das betreffende Unternehmen keine biologischen Erzeugnisse erzeugt, aufbereitet oder an einem anderen Ort als der Verkaufsstelle lagert, aus einem Drittland einführt oder die vorgenannten Tätigkeiten an Dritte vergeben hat. § 3. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 8, § 1 der Verordnung wird das Unternehmen, das nicht vorverpackte biologischen Erzeugnisse direkt an den Endverbraucher oder -nutzer verkauft, von der Anwendung des genannten Absatzes und von § 1 des vorliegenden Artikels ausgenommen, unter der Bedingung, dass es keine biologischen Erzeugnisse erzeugt, aufbereitet oder an einem anderen Ort als der Verkaufsstelle lagert, aus einem Drittland einführt oder die vorgenannten Tätigkeiten an Dritte vergeben hat, und unter der Bedingung, dass der jährlich für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte Betrag 5.000 Euro nicht übersteigt.

Jedes Unternehmen, das die Bedingungen für eine Befreiung nach Absatz 1 erfüllt, hat bei der Dienststelle eine entsprechende schriftlich Erklärung abzugeben. Es verpflichtet sich, die Bestimmungen der Verordnung und des vorliegenden Erlasses zu beachten und die Dienststelle zu informieren, sobald die Bedingungen für die Befreiung nicht mehr erfüllt sind.

Art. 4 - Der Minister ist zuständig für die Zulassung der privaten Einrichtungen, die mit der Umsetzung des Kontrollverfahrens, denen die in Artikel 3, § 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Unternehmen unterliegen, beauftragt sind.

Art. 5 - Die private Einrichtung, die sich um die in Artikel 4 angeführte Zulassung bewirbt, reicht bei der Dienststelle einen Zulassungsantrag ein.

Der Zulassungsantrag muss belegen, dass der Antragsteller die in der Verordnung auferlegten Bedingungen erfüllt. Der Antragsteller muss des weiteren angeben:

1° die ggf. vorhandenen Referenzen und die zweckdienliche Erfahrung, die private Einrichtung, die sich um die Zulassung im Rahmen der Kontrolle der biologischen Produktionsmethode der landwirtschaftlichen Erzeugnisse bewirbt, geltend machen kann;

2° die Einrichtungen und die Ausrüstung, über die die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, in Belgien verfügt, und die ihr die Ausführung aller zweckdienlichen Aktivitäten in Zusammenhang mit der Kontrolle und der Zertifizierung der biologischen Erzeugnisse in der Wallonischen Region ermöglichen; die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, gibt genau die Stelle(n) auf dem belgischen Gebiet an, an denen alle Dokumente bezüglich der Kontrolle und der Zertifizierung der biologischen Erzeugnisse in der Wallonischen Region einsehbar sind;

3° die Angaben zu der natürlichen Person, die für alle Aktivitäten der privaten Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, verantwortlich ist;

4° die Angaben zu dem mit den Kontrollen beauftragten Personal;

5° die Angaben zu wenigstens einem der Inspektoren, die die Eigenschaft eines für die Kontrollaktivitäten technischen Verantwortlichen besitzen;

6° die Verpflichtung der privaten Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, wenigstens 50 verschiedene Erzeuger auf dem nationalen Gebiet innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung der Zulassung im *Belgischen Staatsblatt* zu kontrollieren;

7° die Bescheinigung über die Akkreditierung, die belegt, dass die private Einrichtung, die sich um die Zulassung bewirbt, die Auflagen der Norm EN 45011 erfüllt, was die Kontrollen der biologischen Produktionsmethode für die landwirtschaftlichen Erzeugnisse betrifft.

Art. 6 - § 1. Die Dienststelle wird beauftragt mit der Überwachung der privaten Einrichtungen, die mit der Umsetzung des Kontrollverfahrens, denen die in Artikel 3, § 1 des vorliegenden Erlasses angeführten Unternehmen unterliegen, beauftragt sind. Die Dienststelle arbeitet zu diesem Zweck Anweisungen aus, in denen das Verfahren für die Überwachung beschrieben wird, für deren Umsetzung sie verantwortlich zeichnet.

§ 2. Die Zulassung wird dem Kontrollorgan entzogen, wenn es die in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses angeführten Bedingungen für die Zulassung missachtet oder die in Artikel 9, § 6, d) der Verordnung vorgesehenen Auflagen nicht erfüllt.

Falls die Dienststelle sich in Anwendung von Absatz 1 gezwungen sieht, den Entzug der Zulassung eines Kontrollorgans vorzuschlagen, so informiert sie es darüber und übermittelt die zu Lasten dieses Organs berücksichtigten Sachverhalte.

Die Dienststelle fordert anschließend das betreffende Kontrollorgan auf, seinen Standpunkt im Rahmen einer Anhörung angemessen zu den ihm zu Lasten gelegten Sachverhalte geltend zu machen.

Nach Prüfung der Akte übermittelt die Dienststelle dem Minister ein begründetes Gutachten, auf dessen Grundlage sie ihm ggf. vorschlägt, dem fraglichen Kontrollorgan die Zulassung zu entziehen.

§ 3. Im Falle eines zeitweiligen oder endgültigen Entzugs der Zulassung hat das fragliche Kontrollorgan auf eigene Kosten unverzüglich alle Unternehmen über diese amtliche Entscheidung zu informieren und sie auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam zu machen, sich bei einem anderen Kontrollorgan einzutragen.

Erteilung oder Entzug der Zulassung werden im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Webseite der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region bekannt gegeben.

Art. 7 - Unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung sind die Kontrollorgane verpflichtet, die in dem Lastenheft, das die Anlage 1 des vorliegenden Erlasses bildet, festgelegten zusätzlichen Vorschriften zu beachten.

Art. 8 - Die Mindest- und Höchstgrenzen für die Gebühren, die Unternehmen den Kontrollorganen zahlen, werden in der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Art. 9 - Die Kontrollorgane sind verpflichtet, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit einem Unternehmen, das die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses einhält und seinen Beitrag zu den Kosten der Kontrollmaßnahmen entrichtet, zugesichert werden kann, in das Kontrollsystem einbezogen zu werden.

Für den Fall, dass ein Unternehmen das Kontrollorgan wechselt, übermittelt das erste Kontrollorgan dem folgenden Kontrollorgan sofort alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der Kontrolltätigkeit in diesem Unternehmen notwendig sind.

Art. 10 - Falls ein in Artikel 3, § 1 angeführtes Unternehmen ein Kontrollorgan mit einem Einspruch, einer Beschwerde oder einer Beanstandung befasst und der Beschluss nach Abschluss der Bearbeitung dieser Akte nach dem in Anwendung der Norm EN 45011 für Einrichtungen, die die Zertifizierung von Produkten durchführen, festgelegten Verfahren durch das genannte Unternehmen beanstandet wird, so ist dieses berechtigt, bei der Direktion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region eine Verwaltungsbeschwerde einzureichen. Zu diesem Zweck muss es seine Verteidigungsmittel durch ein an den Generaldirektor dieser Verwaltung gerichtetes Einschreiben übermitteln und zwar innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versanddatum des Schreibens, durch das ihm die Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist, mitgeteilt wurde.

Es wird ein Beschwerdeausschuss gebildet, der unter dem Vorsitz des Generaldirektors steht und der sich außerdem aus dem Generalinspektor der betreffenden Abteilung und einem Vertreter der juristischen Abteilung des Ministeriums der Wallonischen Region zusammensetzt.

Nach Überprüfung der Verteidigungsmittel des betreffenden Unternehmens kann der Beschwerdeausschuss diesen vorladen, damit er zusätzliche Auskünfte erteilen oder zusätzliche Belege beibringen kann. Das betreffende Unternehmen kann gleichermaßen beantragen, vor der Beschlussfassung durch den Beschwerdeausschuss angehört zu werden. Bei der Anhörung des Unternehmens durch den Ausschuss wird ein kurzer Bericht über das Gespräch erstellt, der anschließend vom Generaldirektor und dem Betreffenden unterzeichnet wird. Weitere Beamte oder Personen können ebenfalls aufgefordert werden, dem Gespräch beizuwohnen.

Der Beschwerdeausschuss fasst einen Beschluss im Konsens, der dem Betreffenden durch einen vom Generaldirektor unterzeichneten Einschreibebrief mitgeteilt wird. Sollte der fehlende Konsens dazu führen, dass der Beschwerdeausschuss keinen Beschluss fasst, so hat der Beschwerdeführer die gesetzlich vorgesehene Möglichkeit, in Anwendung des durch Artikel 14, § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingeführten Verfahrens, den Ausschuss in Verzug zu setzen, ihm zu antworten und den Staatsrat zu befassen, falls der Ausschuss der Inverzugsetzung innerhalb von vier Monaten nicht Folge leistet.

Wenn eventuelle Sachverständigenkosten zu Lasten der Wallonischen Region entstehen und wenn der beanstandete Beschluss bestätigt wird, wird diesem Einschreiben eine Zahlungsaufforderung für diese Kosten beigefügt, durch die der Betreffende aufgefordert wird, diese Summe innerhalb von dreißig Tagen nach Versanddatum zu begleichen.

Art. 11 - In Anwendung von Artikel 12, Absatz 2 der Verordnung werden in dem Lastenheft, das die Anlage 3 des vorliegenden Erlasses bildet, zusätzliche Vorschriften für die biologischen Produktionsmethoden festgelegt. Diese zusätzlichen Vorschriften betreffen Zuchttiere und tierische Erzeugnisse, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erzeugt worden sind.

Art. 12 - Der Minister kann die Anlagen des vorliegenden Erlasses beliebig abändern, um diese an die Änderungen der Verordnung, an die Entwicklung der Kontrolltechniken und die Entwicklung der biologischen Produktionsmethoden anzupassen.

Diese Anpassungen werden nach Beratung mit den repräsentativen Organisationen des Wirtschaftszweigs der biologischen Produktion festgelegt. Diese Organisationen sind innerhalb eines Konzertierungsausschusses für die biologische Landwirtschaft vereint, deren Vorsitz und Sekretariatsführung durch die Dienststelle gewährleistet wird. Der genannte Ausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest und definiert seine Arbeitsweise. Dieser Konzertierungsausschuss muss Vertreter aller von den biologischen Produktionsmethoden betroffenen Betriebszweige umfassen: Erzeuger, Verarbeiter, Verbraucher, Kontrollorgane und Begleitstrukturen.

Art. 13 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 8 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

Art. 14 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 17. April 1992 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 10. Juli 1998 und vom 3. September 2000;

2° der Ministerialerlass vom 7. August 1997 zur Festlegung von zusätzlichen Bedingungen für die Zulassung für die mit der Überwachung der biologischen Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel beauftragten Einrichtungen, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 26. Januar 2001;

3° der Ministerielle Erlass vom 30. Oktober 1998 zur Festlegung der Vorschriften über die biologische Erzeugung im tierischen Sektor, abgeändert durch den ministeriellen Erlass vom 19. August 2000;

Art. 15 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 1 — Lastenheft für zusätzliche Vorschriften im Bereich der Kontrolle des biologischen Landbaus

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen der Verordnung werden im vorliegenden Lastenheft zusätzliche Vorschriften in Bezug auf die Kontrolle des biologischen Landbaus festgelegt, die von den Kontrollorganen gemäß Artikel 7 des vorliegenden Erlasses anzuwenden sind.

KAPITEL I — Modalitäten für die Anwendung der Rechtsvorschriften durch die Kontrollorgane

1.1° Beginn der Umsetzung der Kontrollregelung.

Das Datum des Beginns der Umsetzung der Kontrollregelung, mit dem insbesondere der Umstellungszeitraum bei den Erzeugern beginnt, wird auf den Tag festgelegt, an dem das Kontrollorgan die Notifizierung des Unternehmens und seine Verpflichtung erhalten hat, seinen Betrieb der Kontrollregelung zu unterwerfen.

1.2° Bewilligung von Abweichungen und Erteilung von Genehmigungen durch die Kontrollorgane

Zur Harmonisierung der Modalitäten für die Anwendung der Rechtsvorschriften durch die Kontrollorgane und insbesondere der Bewilligung von Abweichungen beziehungsweise der Erteilung von Genehmigungen, die in der Verordnung oder dem vorliegenden Erlass für die tierische Erzeugung vorgesehen sind, legt der Minister nach Beratung mit dem durch Artikel 12 eingerichteten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft gemeinsame Kriterien fest.

1.3° Rückverfolgbarkeit von tierischen Erzeugnissen

1.3.1° Das Kontrollorgan muss mit dem Organ, das für die Verwaltung des Sanitel-Systems zur Identifizierung und Registrierung von Tieren verantwortlich ist, eine Vereinbarung über einen regelmäßigen Zugang zu Informationen über die unter Kontrolle stehenden Bestände und Tiere der Unternehmen für alle Arten treffen, für die ein Sanitel-System betrieben wird.

1.3.2° Das Kontrollorgan muss jährlich Proben von Fleisch und Fleischerzeugnissen entsprechend einem Mindestanteil von 5 % der zur Vermarktung geschlachteten, biologisch gehaltenen Rinder entnehmen und diese Proben mittels einer DNA-Analyse mit den von den Erzeugern in Anwendung des vorliegenden Erlasses entnommenen Haarproben der entsprechenden Tiere auf Übereinstimmung prüfen.

KAPITEL II — Planung und Durchführung der Kontrollen

2.1° Bei Erhalt der Notifizierung eines Unternehmens und seiner Verpflichtung, seinen Betrieb der Kontrollregelung zu unterwerfen, führt das Kontrollorgan die von der Verordnung vorgeschriebene erste Kontrolle innerhalb einer Frist von höchstens 60 Tagen durch.

2.2° Neben der in Punkt 2.1 angeführten ursprünglichen Kontrolle werden die von den Kontrollorganen durchgeführten Kontrollen in vier einzelne Kategorien aufgeteilt:

a) die jährliche körperliche umfassende Kontrolle, definiert und vorgeschrieben durch Punkt 5, Absatz 1 der allgemeinen Vorschriften der Anlage III der Verordnung;

b) die Kontrolle zur Ergänzung der jährlichen körperlichen umfassenden Kontrolle, die notwendig wird, falls die umfassende Kontrolle im Rahmen eines einzigen Besuchs nicht vollständig durchgeführt werden konnte;

c) die verstärkte Kontrolle, die im Rahmen der Anwendung der in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage angeführten Tabelle der Sanktionen durchgeführt wird;

d) die unangekündigten Kontrollbesuche, die in Punkt 5, Absatz 2 der allgemeinen Vorschriften der Anlage III der Verordnung definiert werden;

2.3° das Kontrollorgan führt unangekündigte Besuche durch, deren Anzahl folgenden Prozentsätzen entspricht oder höher liegt als:

- 50% der Anzahl der unter Kontrolle stehenden Erzeuger;
- 75% der Anzahl der unter Kontrolle stehenden Aufbereiter;
- 75% der Anzahl der unter Kontrolle stehenden Importeure.

Die Mindestanzahl der durchzuführenden Kontrollen wird anhand der Situation am 30. Juni des betreffenden Jahres berechnet.

2.4° Das Kontrollorgan unterbreitet der Dienststelle zwecks Genehmigung ein zur Planung der unangekündigten Kontrollbesuche und zur Auswahl der Unternehmen, die diesen Kontrollen unterworfen werden auf der Grundlage einer allgemeinen Bewertung der Gefahr einer Missachtung der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses.

2.5 Bei Verdacht auf Unregelmässigkeiten muss das Kontrollorgan so schnell wie möglich eine Kontrolle bei dem betroffenen Unternehmen durchführen.

2.6° Das Kontrollorgan muss jedes neue Unternehmen im Laufe des ersten Jahres, das auf die Notifizierung folgt, mindestens einer unangekündigten Kontrolle unterziehen. Danach muss das Kontrollorgan jedes Unternehmen alle 48 Monate mindestens einer unangekündigten Kontrolle unterziehen.

2.7° Unangekündigte Kontrollen können Teilkontrollen sein, die zur Überprüfung einer begrenzten Anzahl Punkte dienen. In diesem Fall passt das Kontrollorgan die Kontrollen dem spezifischen Tätigkeitsfeld des Unternehmens und dem Inhalt seiner Akte an.

2.8° Betreffend die Aufbereitungseinheiten, in denen auch nichtbiologische Erzeugnisse verarbeitet, verpackt oder gelagert werden, ergreift das Kontrollorgan die notwendigen Maßnahmen, um im Voraus über Pläne für die biologische Erzeugung zu verfügen.

2.9 Betreffend die Importeure ergreift das Kontrollorgan die notwendigen Maßnahmen, um im Voraus über die Ankunft von Losen mit biologischen Erzeugnissen auf belgischem Staatsgebiet informiert zu sein.

KAPITEL III — Planung und Durchführung der Analysen

3.1° Für jeden neuen Betrieb, der seine Umstellung auf den biologischen Landbau notifiziert, entnimmt das Kontrollorgan eine Bodenprobe oder eine Probe von einem pflanzlichen oder tierischen Erzeugnis und führt eine Analyse durch, um eventuell vorhandene Rückstände von Organochlorverbindungen aufzuspüren. Befindet sich der Betrieb in einer Umgebung mit dem Risiko erhöhter Umweltverschmutzung, so bezieht die Analyse auch mögliche andere verdächtige Rückstände mit ein.

3.2° Bei den Unternehmen, die nicht in Punkt 3.1 erwähnt sind, für das Kontrollorgan eine Reihe von Routineanalysen durch, deren Anzahl folgenden Prozentsätzen entspricht oder höher liegt als:

- 60% der Erzeuger;
- 40% der Aufbereiter;
- 100% der Importeure;

3.3° Das Kontrollorgan muss mindestens alle 48 Monate eine Analyse eines Erzeugnisses bei jedem der in Punkt 3.2 angeführten Unternehmen durchführen.

Bei allen unter Kontrolle stehenden Unternehmen führt das Kontrollorgan eine Analyse eines Erzeugnisses durch, falls der Verdacht auf Unregelmässigkeiten besteht.

3.4° Das Kontrollorgan unterbreitet der Dienststelle zwecks Genehmigung ein Verfahren zur Planung der Probenentnahme, der Auswahl der Unternehmen, die diesen Kontrollen unterworfen werden, und der Erzeugnisse, die zu analysieren sind sowie der Art der gesuchten Erzeugnisse auf der Grundlage einer allgemeinen Bewertung der Gefahr einer Missachtung der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses.

3.5° Die an pflanzlichen und tierischen Erzeugnissen durchgeführten Analysen richten sich auf den unerlaubten Gebrauch verbotener Erzeugnisse einschließlich des Gebrauchs genetisch veränderter Organismen oder davon abgeleitete Erzeugnisse sowie eventueller Rückstände vermuteter Umweltverschmutzung.

3.6° Die Analyse von Pflanzenproben, die bei den Erzeugern entnommen wurden, betrifft hauptsächlich Herbizide, Fungizide, Insektizide, Akarizide, Molluskizide, Bakterizide, Rodentizide, Repellent, keimhemmende Stoffe, Wachstumsregler, Reifungshemmstoffe und Reifungsbeschleuniger.

3.7° Neben den im vorigen Punkt erwähnten Erzeugnissen betrifft die Analyse von Pflanzenproben bei Aufbereitern, Verarbeitern und Importeuren auch Lebensmittelzusatzstoffe, Farbstoffe, Aromastoffe, Geschmacksverstärker, Konservierungsstoffe, Trägerstoffe, Lösungsmittel und andere Verarbeitungshilfsstoffe.

3.8° Die Analyse von tierischen Erzeugnissen betrifft hauptsächlich chemisch-synthetische allopathische Tierarzneimittel, Antibiotika, schmerzstillende Mittel, Kokzidiostatika, das Wachstum oder die Erzeugung fördernde Stoffe, Zusatzstoffe, Konservierungsstoffe und andere Verarbeitungshilfsstoffe wie Nitrate und Sorbate in Milch sowie Nitrite, Nitrate, Sulfit, Phosphate und Glutamate in Fleisch und Fleischerzeugnissen.

3.9 Um die Interpretation der Analyseergebnisse durch die Kontrollorgane und ihre Berücksichtigung im Rahmen der vorgesehenen Sanktionen zu harmonisieren, kann die Verwaltung nach Beratung mit dem durch Artikel 12 eingerichteten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft verbindliche Leitlinien auf der Basis von Grenzwerten für den Gehalt an Rückständen festlegen.

KAPITEL IV — Tabelle der Sanktionen

4.1° Neben der Anwendung der in Artikel 9 Nr. 9 und in Artikel 10 Nr. 3 der Verordnung festgelegten Bestimmungen wendet das Kontrollorgan eine oder mehrere der folgenden Sanktionen an, falls es eine Unregelmässigkeit oder einen Verstoß feststellt:

Sanktionen:		Anwendung
Vermerke	Einfacher Vermerk	Der einfache Vermerk wird bei kleinen Unregelmässigkeiten oder bei deutlich unfreiwilligen Versäumnissen seitens des Unternehmens verwendet.
	Bitte um Verbesserung	In der Bitte um Verbesserung werden die festgestellte Unregelmässigkeit, die erwartete Verbesserung und die Frist für die Durchführung dieser Verbesserung erläutert.
Verwarnung		Die Verwarnung geht mit dem Vermerk der Sanktion einher, die Anwendung findet, falls das Unternehmen diese Verwarnung nicht beachtet. Eine Missachtung der Bitte um Verbesserung innerhalb der festgesetzten Frist hat immer eine Verwarnung zur Folge. Bei Aussprechen einer Verwarnung wird systematisch eine verschärfte Kontrolle beschlossen.
Verschärfte Kontrolle		Die Kosten für die verschärfte Kontrolle gehen zu Lasten des Unternehmens.

Sanktionen:		Anwendung
Rückstufung und Sperren	Rückstufung Parzelle	Rückstufung einer bestimmten Parzelle für einen bestimmten Zeitraum.
	Rückstufung Los	Endgültige Rückstufung eines bestimmten Teils einer vorhandenen Produktion.
	Sperre des Erzeugnisses	Ein dem Unternehmen auferlegtes, für einen festgelegten Zeitraum geltendes Verbot, eine bestimmte Art von Erzeugnis mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren zu vermarkten.
	Totalsperre	Ein dem Unternehmen auferlegtes, für einen festgelegten Zeitraum geltendes Verbot, alle Erzeugnisse mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren zu vermarkten.

4.2° Um die Anwendung der Sanktionen durch die Kontrollorgane zu harmonisieren, legt der Minister nach Beratung mit dem durch Artikel 12 eingerichteten Konzertierungsausschuss für die biologische Landwirtschaft die Tabelle der Sanktionen fest, die Unternehmen bei Feststellung konkreter Unregelmäßigkeiten und Verstöße auferlegt werden.

4.3° Im Fall der Anwendung von Artikel 9, Punkt 9, b oder Artikel 10, 3, b der Verordnung, die voraussetzt, dass eine Maßnahme für einen mit der zuständigen Behörde des Mitgliedstaates zu vereinbarenden Zeitraum getroffen wird, übermittelt das Kontrollorgan der Dienststelle eine vollständige Akte über die Feststellung des Verstoßes, um den betreffenden Zeitraum zu bestimmen.

KAPITEL V — An die Dienststelle weiterzuleitende Daten

5.1° Gebührenliste

5.1.1° Das Kontrollorgan muss der Dienststelle die für die Unternehmen geltende Gebührenliste übermitteln, die gemäß der Anlage 2 des vorliegenden Erlasses bestimmt worden ist. Außerdem muss es jede Änderung dieser Liste vor dem Datum seines In-Kraft-Tretens melden.

5.2° Alljährlich zu übermittelnde Daten

5.2.1° Liste der unter Kontrolle stehenden Unternehmen

Die Liste der in Artikel 9 Nr. 8 Buchstabe *b* der Verordnung erwähnten Unternehmen wird den Betroffenen zur Verfügung gehalten.

Diese Liste wird der Dienststelle zudem jährlich übermittelt. Sie umfasst zumindest die folgenden Angaben:

- den Namen und die Anschrift des Unternehmens;
- die Art des Unternehmens;
- die Art des Erzeugnisses;
- Datum der Notifizierung;
- Datum der Zertifizierung.

5.2.2° Jahresbericht

Der in Artikel 9 Nr. 8 Buchstabe *b* der Verordnung erwähnte Jahresbericht enthält mindestens:

die von der Europäischen Kommission verlangten Informationen;

— zusätzliche statistische Angaben betreffend die Betriebsmittel und die Aufbereitung von biologischen Erzeugnissen als auch betreffend die Mengen biologischer Endprodukte gemäß dem von dem Minister festgelegten Muster.

5.2.3° Daten betreffend die Beihilfen für die biologische Landwirtschaft

Das Kontrollorgan ist verpflichtet, der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft in ihrer Eigenschaft als Zahlstelle der Generaldirektion der Landwirtschaft (GDA) des Ministeriums der Wallonischen Region eine Reihe von Daten betreffend die Erzeuger, die sie kontrolliert, zu übermitteln. Die Art dieser Daten wird von der genannten Zahlstelle auf der Grundlage der verordnungsrechtlichen Anforderungen der verschiedenen Beihilferegelungen, für die sie zuständig ist, definiert. In einem zwischen dem Kontrollorgan und der GDA abgeschlossenen Protokoll werden die praktischen Modalitäten für die Übermittlung dieser Angaben bestimmt.

5.3° Halbjährlich zu übermittelnde Daten

5.3.1° Liste der durchgeführten Kontrollen

Das Kontrollorgan muss der Verwaltung binnen 30 Tagen nach Ende eines jeden Halbjahrs eine Liste mit den Kontrollen übermitteln, die bei den unter Kontrolle stehenden Unternehmen durchgeführt werden; dabei sind folgende Daten anzugeben:

- Name und Anschrift des Unternehmens;
- die Art des Unternehmens;
- das Kontrolldatum;
- die Art der Kontrolle, die in Punkt 2.2 der vorliegenden Anlage definiert wird.

5.3.2° Liste der erteilten Genehmigungen oder gewährten Abweichungen

Das Kontrollorgan muss der Verwaltung binnen 30 Tagen nach Ende eines jeden Halbjahrs eine Liste mit den Genehmigungen oder Abweichungen übermitteln, die den unter Kontrolle stehenden Unternehmen erteilt beziehungsweise gewährt wurden werden; dabei sind folgende Daten anzugeben:

- Name und Anschrift des Unternehmens;
- die Art des Unternehmens;
- die Art der Abweichung;
- die Bestimmung der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses, der diese vorsieht;
- Datum, an dem die Abweichung gewährt wurde;
- Gültigkeitsdauer der Abweichung.

Betreffend die Genehmigungen zur Verwendung von konventionellem Vermehrungsmaterial, die in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 1452/2003 Kommission vom 14. August 2003 zur Beibehaltung der Ausnahmeregelung gemäß Artikel 6 Absatz 3 Buchstabe *a*) der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates für bestimmte Arten von Saatgut und vegetativem Vermehrungsmaterial und zur Festlegung von Verfahrensvorschriften und Kriterien für diese

Ausnahmeregelung, gewährt worden sind, muss das Kontrollorgan innerhalb von dreißig Tagen nach Ende eines jeden Halbjahrs eine Liste der Pflanzenarten und der von diesen Genehmigungen betroffenen Arten übermitteln und dabei für jede der Arten die in Artikel 12, Absatz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1452/2003 erwähnten Angaben anführen. Diese Angaben werden nach einem von der Dienststelle festgelegten Muster abgeführt.

5.3.3° Liste der verhängten Sanktionen

Das Kontrollorgan muss der Verwaltung binnen 30 Tagen nach Ende eines jeden Halbjahrs eine Liste mit den Sanktionen übermitteln, die gegen Unternehmen verhängt werden, die den Kontrollen unterworfen sind, mit Ausnahme von Fällen mit Vermerken; dabei sind folgende Daten anzugeben:

- Name und Anschrift des Unternehmens;
- die Art des Unternehmens;
- die Art der Sanktion gemäß der in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage festgelegten Tabelle;
- 1° das Datum der Sanktion;
- die Dauer der Sanktion.

5.4° Unverzüglich zu übermittelnde Daten

5.4.1° Wenn das Kontrollorgan bei einem unter Kontrolle stehenden Unternehmen eine Unregelmäßigkeit oder einen Verstoß feststellt, die beziehungsweise der Folgen haben kann für Unternehmen, die unter der Kontrolle eines anderen Kontrollorgans stehen, so hat es unverzüglich die Dienststelle darüber zu informieren.

5.4.2° Legt das Kontrollorgan dem Unternehmen eine in Kapitel 4 der vorliegenden Anlage erwähnte Sanktion der Rückstufung oder Sperre auf, so hat es unverzüglich die Verwaltung darüber zu informieren.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 2 — Tabelle der Gebühren, die von den Unternehmen an das Kontrollorgan zu zahlen sind

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen der Verordnung werden in der vorliegenden Tabelle die unteren und oberen Grenzen für die Gebühren, die die Unternehmen an die Kontrollorgane gemäß Artikel 8 des vorliegenden Erlasses zahlen, bestimmt.

1.° Erzeuger

1.1 Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstreisen und Analysen zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den Unternehmen alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Grundbetrag für eine Produktionseinheit	1670
Pro zu kontrollierendes Drittunternehmen (Werkvertragsarbeit: Ware bleibt Eigentum des Erzeugers)	2030
Pro ha Naturschutzgebiet (**)	20,4
Pro ha Weihnachtstannenbäume (**)	280
Pro ha Gemüsebau (*)	825
Pro ha Feldgemüsebau (*)	460
Pro ha Ackerbau (*)	81
Pro ha Weide, Gründüngungspflanzen oder Brache	61
Pro ha Niederstamm-Obstbau	410
Pro ha Hochstamm-Obstbau	280
Pro ha unbeheiztes Gewächshaus oder unbeheizten Tunnel	2460
Pro ha beheiztes Gewächshaus	4950
Pro ha Pilze	16500
Pro Rind, das jünger als ein Jahr ist	6,3
Pro Rind, das zwischen 1 und 2 Jahre alt ist	9,5
Pro Rind, das älter als 2 Jahre ist	12,4
Pro Mutterkuh	21
Pro Milchkuh	30
Pro vermarktetes Schwein	4,7
Pro Sau oder Eber	30
Pro vermarktetes Lamm	4,5
Pro Mutterschaf	4,5
Pro Milchziege oder -schaf	7,7
Pro Mutterstute oder Hengst	21

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Pro laktierende Stute	30
Pro 10 vermarktete Masthähnchen	3,4
Pro 10 Legehennen	10,2
Pro 10 vermarktete Puten	6,8
Pro 10 vermarktete Enten	6,8
Pro vermarkteten Strauß	4,7
Pro Zuchtstrauß	15,1
Pro Zuchthäsin	6,1
Pro vermarkteten Spießler	5
Pro männlichen oder weiblichen Hirsch	15,1
Pro 100 vermarktete Schnecken	3
(*) auf der Grundlage einer von der Verwaltung festgelegten Liste der Kulturen	
(**) Gebiet, das im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch wertvollen Feuchtgebiete ein besonders geschütztes Statut erhält: anerkanntes Naturschutzgebiets (RNA), staatliches Naturschutzgebietes (RND), Forstschutzgebiet (RF), biologisch wertvolles Feuchtgebiet (ZHIB).	

1.2° Mit Ausnahme der Kontrollen von Dritten wird die Mindestanzahl Punkte für einen Betrieb auf 2500 Punkte festgelegt.

Aufbereitungs-, Verpackungs- und Einfuhrunternehmen

2.1 Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstreisen und Analysen zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den Aufbereitern und Importeuren alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Berücksichtigte Elemente	Punktzahl
Grundbetrag für die Verarbeitungs- oder Einfuhreinheit: - ausschließlich der biologischen Erzeugung vorbehalten - auch für konventionelle Erzeugung genutzt	1 790 2 200
Pro zusätzliche Niederlassung: - ausschließlich der biologischen Erzeugung vorbehalten - auch für konventionelle Erzeugung genutzt	1 200 1 470
Pro verwendete Zutatenart: - ausschließlich biologisch (Großverpflegungseinrichtungen) - biologisch und konventionell (Großverpflegungseinrichtungen)	120 (24) 147 (29,5)
- Pro Art des zur Vermarktung vorgesehenen fertigen biologischen Erzeugnisses: - ausschließlich biologisch (Großverpflegungseinrichtungen) - biologisch und konventionell (Großverpflegungseinrichtungen)	180 (60) 220 (73,5)
Pro Teilbetrag von 5000 EUR eines unter 1.250.000 EUR liegenden JUB (*)	182
Pro Teilbetrag von 5000 EUR eines zwischen 1.250.000 EUR und 6.250.000 EUR liegenden JUB (*)	91
Pro Teilbetrag von 5000 EUR eines zwischen 6.250.000 EUR und 15.000.000 EUR liegenden JUB (*)	54,6
Pro Teilbetrag von 5000 EUR eines zwischen 15.000.000 EUR und 25.000.000 EUR liegenden JUB (*)	31,8
Pro Teilbetrag von 5000 EUR eines über 25.000.000 EUR liegenden JUB (*)	18,2
Pro Antrag auf Einfuhrerlaubnis im Rahmen der Verordnung oder des vorliegenden Erlasses	4 800
(*) Unter JUB versteht man den Jahresumsatz für Tätigkeiten in der biologischen Erzeugung.	

2.2° Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, verpackte biologische Erzeugnisse zu kaufen, um die Verpackung zu ändern (Verpacker), wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 65% seines Wertes reduziert.

° Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, biologische Erzeugnisse in nicht geschlossenen Verpackungen oder als Schüttgut abzunehmen, um sie ohne weitere Verpackung zu vermarkten, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 50% seines Wertes reduziert.

Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, verpackte biologische Erzeugnisse zu kaufen, um sie mit ihrem eigenen Namen zu etikettieren, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 25% seines Wertes reduziert.

° Für Unternehmen, die sich darauf beschränken, biologische Erzeugnisse in nicht geschlossenen Verpackungen oder als Schüttgut abzunehmen, um sie ohne weitere Verpackung zu vermarkten, wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 15% seines Wertes reduziert.

Für Importeure wird der zur Berechnung der Punkte verwendete JUB auf 25% seines Wertes reduziert.

2.3° Mit Ausnahme der Anträge auf Einfuhrerlaubnis von Dritten wird die Mindestanzahl Punkte für einen Betrieb auf 6000 Punkte festgelegt. Diese Mindestschwelle kann jedoch in folgenden Fällen reduziert werden:

— Für Unternehmen, die ihre Tätigkeit neu aufnehmen (neue Mehrwertsteuernummer), kann diese Schwelle in den ersten beiden Jahren auf 4450 Punkte gesenkt werden.

— Für Unternehmen, die Waren verarbeiten, ohne Eigentümer zu sein (Werkvertragsarbeiter), kann diese Schwelle auf 4450 Punkte gesenkt werden, wenn der JUB zwischen 12.500 EUR und 100.000 EUR liegt, und auf 3450 Punkte, wenn der JUB unter 12.500 EUR liegt.

Für Bäckereien, deren JUB unter 12.500 EUR liegt, kann diese Schwelle auf 2075 Punkte gesenkt werden.

3° Verkaufsstellen

3.1° Um die Kosten für die Kontrolle einschließlich der Kosten für Dienstfahrten zu decken, erstellt das Kontrollorgan eine Liste mit den von den für die Vermarktung der biologischen Erzeugnisse an den Endverbraucher oder -nutzer verantwortlichen Unternehmen alljährlich zu entrichtenden Gebühren entsprechend dem nachstehenden Punktesystem:

Für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandter Betrag	Punktzahl
Unter 15.000 EUR	2 000
Zwischen 15.000 EUR und 60.000 EUR	2 592
Zwischen 60.001 EUR und 100.000 EUR	3 313
Über 100.000 EUR	4 034

3.2° In Abweichung von Punkt 3.1 wird das nachstehende Punktesystem auf die Unternehmen angewandt, die biologische Erzeugnisse in nicht vorverpackter Form an den Endverbraucher oder -nutzer vermarkten, die jedoch identische Erzeugnisse, die in der Verordnung oder in dem vorliegenden Erlass nicht behandelt werden, nicht vermarkten:

Für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandter Betrag	Punktzahl
Unter 15.000 EUR	1 665
Zwischen 15.000 EUR und 60.000 EUR.	2 163
Zwischen 60.001 EUR und 100.000 EUR.	2 764
Über 100.000 EUR	3 364

3.3° Die für die Vermarktung von biologischen Erzeugnissen an den Endverbraucher oder -nutzer verantwortlichen Unternehmen, die zudem eine Tätigkeit als Erzeuger und/oder Unternehmen zur Aufbereitung-, Verpackung- und Einfuhr von biologischen Erzeugnissen ausüben, entrichten die in Anwendung der Punkte 1° und 2° der vorliegenden Anlage festgelegte Gebühr; keine Erhöhung dieser Gebühr wegen der Vermarktungstätigkeit wird angewandt unter der Bedingung, dass der für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte Betrag unter 5.000 EUR liegt.

Falls der für den Ankauf von biologischen Erzeugnissen, die für den Verkauf in nicht vorverpackter Form bestimmt sind, aufgewandte Betrag größer oder gleich ist als 5.000 EUR, so wird der Wert der jährlichen Gebühr, die im Rahmen der Vermarktungsaktivität zu zahlen ist, in Anwendung der Punkte 3.1° und 3.2° bestimmt, wobei von den festgelegten Beträgen 472 Punkte abgezogen werden.

4° Mindest- und Höchstgrenzen der Gebühren

Die Gebühr zuzüglich Mehrwertsteuer, die das Kontrollorgan den Unternehmen auferlegt, entspricht der Gesamtanzahl Punkte des Unternehmens, multipliziert mit einem Faktor, der zwischen den folgenden Mindest- und Höchstgrenzen liegt (dieser Faktor kann für Erzeuger auf der einen Seite und für Aufbereitungs- Verpackungs- und Einfuhrbetriebe auf der anderen Seite getrennt festgelegt werden):

- Mindestgebühr: Koeffizient 0,113 EUR;
- Höchstgebühr: Koeffizient 0,172 EUR.

5° Verschärfte Kontrollen

Die Kosten für verschärfte Kontrollen, die insbesondere in Anwendung von Kapitel 5 des vorliegenden Lastenheftes durchgeführt werden, werden dem Unternehmen von den Kontrollorganen auf der Grundlage folgender Mindest- und Höchstgrenzen berechnet (mögliche Analysekosten nicht mitgerechnet):

Gebühr (pro halbstündige Kontrolle)	im Unternehmen	im Büro
mindestens	30 EUR	20 EUR
höchstens	45 EUR	30 EUR

6° Indexierung

Die in Nummer 6.3. und Nummer 6.4. erwähnten Beträge werden jährlich am 1. Januar auf der Grundlage des Gesundheitsindex von Dezember des vorangegangenen Jahres im Verhältnis zu dem von Dezember 2004 indexiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse beigelegt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage 3 — Lastenheft für die biologische Erzeugung im tierischen Sektor

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen der Verordnung werden im vorliegenden Lastenheft gemäß Artikel 11 des vorliegenden Erlasses und Artikel 12 der Verordnung zusätzliche Vorschriften in Bezug auf die Kontrolle der biologischen Erzeugung im tierischen Sektor festgelegt.

KAPITEL I — Anwendungsbereich

1° Zusätzlich zu den in der Verordnung erwähnten Tierarten und tierischen Erzeugnissen finden die in der Verordnung, im Königlichen Erlass und in seinen Ausführungserlassen festgelegten Bestimmungen Anwendung auf:

- Kaninchen und ihre Erzeugnisse;
- Strauße und ihre Erzeugnisse;
- Hirsche und ihre Erzeugnisse;
- Schnecken und ihre Erzeugnisse;

KAPITEL II — Auf die Erzeugung anwendbare Regeln

2.1° Allgemeine Grundsätze

Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 1.6 der Verordnung liegt ein getrennter Betrieb bei gleichzeitigem Bestehen einer getrennten geographischen Einheit im Sinne der Rechtsvorschriften über die Identifizierung und Registrierung der Tiere (Sanitel) und einer getrennten juristischen Einheit vor.

2.2° Umstellung

2.2.1° Die Gewährung der in Anhang I Teil B Nr. 2.1.2 der Verordnung erwähnten Abweichung hinsichtlich der Verkürzung des Umstellungszeitraums für Weiden, Auslauf- und Freigeländeflächen für Nichtpflanzenfresser unterliegt einer negativ ausgefallenen Untersuchung auf Rückstände von Organochlor- und Organophosphorverbindungen im Boden.

Die Bedingung für eine Verkürzung des Umstellungszeitraums auf 6 Monate gilt als erfüllt, wenn die Flächen seit mindestens 6 Monaten nicht mit anderen als den in Anhang II der Verordnung genannten Erzeugnissen behandelt worden sind

2.2.2° Der in Anhang I Teil B Nr. 2.2.1 der Verordnung erwähnte Umstellungszeitraum wird bei Geflügel für die Eierzeugung auf 12 Wochen erhöht und bei Kaninchen auf 4 Monate, bei Straußen auf 8 Monate und bei Hirschen auf 12 Monate festgelegt.

2.2.3° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 2.3.1 der Verordnung müssen Futtermittel, die nicht aus der Produktionseinheit selbst stammen, unbeschadet der Anwendung der in Anhang I Teil B Nr. 4.4 und 4.8 der Verordnung vorgesehenen Abweichungen gemäß dem biologischen Produktionsverfahren erzeugt worden sein.

2.2.4° Für die Umstellung einer Schneckenproduktionseinheit wird die Dauer des Umstellungszeitraums der für die Fütterung benutzten Außengärten auf 12 Monate herabgesetzt, wenn diese Flächen seit mindestens 12 Monaten mit keinen anderen als den in Anhang II der Verordnung genannten Erzeugnissen behandelt worden sind. Damit Schnecken als biologische Erzeugnisse verkauft werden können, müssen die Tiere seit ihrer Geburt gemäß dem biologischen Produktionsverfahren gehalten worden sein.

2.3° Herkunft der Tiere

2.3.1° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 3.1 der Verordnung hinsichtlich der Rassenwahl muss die Verwendung von Rassen, bei denen schwierige Geburten einen Kaiserschnitt erforderlich machen, vermieden werden. Der Kaiserschnitt wird nur zugelassen, um einem Tier das Leben zu retten oder ihm Leiden zu ersparen. Diese Regel gilt für den Fleischtierbestand eines bestimmten Betriebs als eingehalten, wenn 5 Jahre nach Beginn der Umstellung die Anzahl natürlicher Geburten höher ist und bleibt als 80% der Gesamtanzahl Geburten des Jahres. Außerdem muss der Anteil natürlicher Geburten bereits 3 Jahre nach Beginn der Umstellung mindestens 30% erreicht haben.

2.3.2° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 3.4 der Verordnung ist das Höchstalter der Tiere, die nicht nach dem biologischen Produktionsverfahren gehalten wurden, bei der Einstellung in eine biologische Produktionseinheit für Jungbüffel, Kälber, Fohlen, Lämmer und Ziegen auf 15 Tage herabgesetzt und für Strauße auf 3 Tage und für Hirsche auf 15 Tage festgelegt.

2.3.3° Die in Anhang I Teil B Nr. 3.4 und 3.6 der Verordnung erwähnten Abweichungen finden keine Anwendung auf Kaninchen.

2.3.4° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 3.7 der Verordnung wird das Höchstalter der Junghennen für die Eierzeugung, die nicht nach dem biologischen Produktionsverfahren gehalten wurden, bei der Einstellung in eine biologische Produktionseinheit auf sechs Wochen herabgesetzt.

2.3.5° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 3.4, 3.6 und 3.8 der Verordnung darf das Kontrollorgan Abweichungen nur für Tierarten und -sorten gewähren, für die laut Feststellung der Dienststelle nicht mehr genügend nach dem biologischen Produktionsverfahren gehaltene Tiere verfügbar sind. Zu diesem Zweck führt die Dienststelle eine Liste der Tierarten und -sorten, für die die Abweichungen angewandt werden dürfen.

2.3.6° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 3.8 der Verordnung wird der maximale Prozentsatz für Schweine auf 10% herabgesetzt und für Kaninchen, Hirsche und Strauße auf 10% festgelegt.

2.3.7° Nur die Schnecken folgender Arten dürfen als biologische Erzeugnisse verkauft werden:

- Helix Aspersa aspersa ("escargot petit gris");
- Helix Aspersa maxima ("escargot gros gris");
- Helix pomatia ("escargot de Bourgogne").

2.3.8° Mit Zustimmung des Kontrollorgans dürfen Schnecken aus nicht biologischen Betrieben verwendet werden, und zwar ausschließlich als Zuchtschnecken und sofern keine nach dem biologischen Produktionsverfahren gehaltenen Tiere verfügbar sind.

2.4° Fütterung

2.4.1° Für die Anwendung der in Anhang I Teil B Nr. 4.8 der Verordnung erwähnten Abweichung wird der zulässige Höchstanteil an konventionellen Futtermitteln in der Tagesration für Pflanzenfresser auf 15% und für andere Tierarten auf 20% herabgesetzt; für Schnecken wird er auf 10% festgelegt.

Neben den konventionellen Futtermitteln, die auf in Umstellung begriffenen Anbauflächen erzeugt worden sind, die aufgrund eines Dauervertrags vom eigenen Betrieb verwaltet werden, ist die Verwendung der in Anhang II Teil C Abschnitt 1 und 2 der Verordnung erwähnten konventionellen Ausgangserzeugnisse auf die Ausgangserzeugnisse begrenzt, für die die unzureichende Verfügbarkeit im Rahmen von biologischen Produktionsverfahren erwiesen ist.

Die Dienststelle führt eine Liste der Ausgangserzeugnisse, für die diese unzureichende Verfügbarkeit festgestellt worden ist. Bei der Ausarbeitung dieser Liste kann zudem die Gefahr der Einführung von Rückständen von Erzeugnissen, die im Rahmen der biologischen Produktionsmethoden untersagt sind, berücksichtigt werden. Diese Liste ist kann auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft (<http://www.agriculture.wallonie.be>) sowie bei den Kontrollorganen eingesehen werden.

Falls ein Unternehmen ein konventionelles Ausgangserzeugnis verwenden möchte, das nicht in der Liste der Dienststelle aufgeführt wird, so ist er verpflichtet, zur Zufriedenheit des Kontrollorgans zu belegen, dass er nicht in der Lage ist, dieses Ausgangserzeugnis im Rahmen einer biologischen Produktionsmethode zu erhalten.

Konventionelle Ausgangserzeugnisse dürfen nur in Form von Monozutaten bei einem kontrollpflichtigen Unternehmen in die biologische Produktionskette aufgenommen werden.

2.4.2° Für die Anwendung der in Anhang I Teil B Nr. 4.9 der Verordnung erwähnten Abweichung bestimmt die Dienststelle gegebenenfalls:

— das Gebiet, das aufgrund außergewöhnlicher Witterungsverhältnisse oder anderer vom Willen des Erzeugers unabhängiger Gründe (amtliche Flurbereinigung,...) einen Ertragsverlust in der biologischen Futtermittelproduktion erlitten hat;

— den Zeitraum, während dessen die Abweichung angewandt werden kann;

— den zulässigen Höchstanteil an konventionellen Futtermitteln;

— die zugelassenen konventionellen Futtermittel;

— die Modalitäten für die Anwendung der Abweichung durch die Kontrollorgane auf die einzelnen Tierhalter.

2.4.3° Gemäß den Bestimmungen von Anhang II.D Nr. 1.2 der Verordnung ist die Verwendung der synthetischen Vitamine A, D und E in der Ernährung der Wiederkäuer erlaubt.

2.5° Krankheitsvorsorge und tierärztliche Behandlung

2.5.1° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 5.4 Buchstabe *b*) der Verordnung wird bei der in Verantwortung eines Tierarztes vorgenommenen Verabreichung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder von Antibiotika vorausgesetzt, dass jede betreffende Behandlung vorab von einem Tierarzt verschrieben worden ist.

2.5.2° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 5.4 Buchstabe *c*) der Verordnung wird die Verwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder von Antibiotika in folgenden Fällen als Präventivbehandlung betrachtet:

— wenn die Behandlung angewandt wird, ohne dass beziehungsweise bevor das Tier Krankheitssymptome aufweist;

— wenn die Behandlung angewandt wird, ohne dass beziehungsweise bevor ein gesundheitliches Problem festgestellt wird;

— wenn die Behandlung wiederholt und kollektiv auf eine Gruppe Tiere angewandt wird, unbeschadet der Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 5.5 Buchstabe *b*) der Verordnung.

2.5.3° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 5.5 Buchstabe *b*) und Nr. 5.8 der Verordnung versteht man unter "gemäß einzelstaatlichen Vorschriften vorgeschriebene tierärztliche Behandlungen" und "von den Mitgliedstaaten eingeführte obligatorische Tilgungspläne" Maßnahmen, die in Anwendung des Gesetzes vom 24. März 1987 über die Tiergesundheit und seiner Ausführungserlasse angewandt werden.

2.6° Tierhaltungspraktiken, Transport und Identifizierung

2.6.1° Für die Anwendung der in Anhang I Teil B Nr. 6.1.6 der Verordnung erwähnten Abweichung und in Erwartung einer gemeinschaftlichen Interpretation auf europäischer Ebene versteht man unter kleinem Betrieb: einen Betrieb, in dem weniger als 50 angebundene Rinder gehalten werden. Diese Abweichung findet nur Anwendung auf Betriebe, die ihre Tätigkeit vor dem 24. August 2000 gemäß Artikel 8 der Verordnung gemeldet haben.

2.6.2° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 6.1.9 der Verordnung und in Erwartung einer auf europäischer Ebene erstellten gemeinschaftlichen Liste legt die Dienststelle im Einvernehmen mit den repräsentativen Organisationen des Wirtschaftszweigs der biologischen Produktion die Liste der langsam wachsenden Rassen fest, die verwendet werden können, falls die Erzeuger die Regeln in Bezug auf das Mindestschlachalter nicht einhalten.

2.6.3° Vor der Tötung müssen die Schnecken aus den Außengärten entfernt werden und mindestens 5 Tage lang ohne Futter bleiben. Das Brühen muss mit kochendem Wasser ohne Gebrauch von Salz und Essig erfolgen.

2.7° Wirtschaftsdünger tierischer Herkunft

In Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 7 der Verordnung und zusätzlich zu den in Anhang VII der Verordnung festgelegten Zahlen kommen für die Anzahl Tiere, die 170 kg N/ha/Jahr entsprechen, folgende Zahlen zur Anwendung:

— Junghennen für die Eierzeugung von 3 Tagen bis zu 18 Wochen: 580;

— Puten: 80;

— Strauße von weniger als 3 Monaten: 50;

— Strauße von 3 bis 12 Monaten: 20;

— Strauße von mehr als 12 Monaten: 10;

— Hirsche von weniger als 12 Monaten: 50;

— Hirsche von mehr als 12 Monaten: 6;

— Fleischkaninchen: 430.

2.8° Ausläufe und Haltegebäude

2.8.1° In Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 8.2.3 der Verordnung und zusätzlich zu den in Anhang VIII der Verordnung festgelegten Zahlen kommen folgende Mindestflächen, über die die Tiere sowohl drinnen als draußen verfügen müssen, zur Anwendung:

	Alter	drinnen	draußen
Junghennen für die Eierzeugung	3 Tage bis 6 Wochen	höchstens 13 Tiere/m ²	—
	6 bis 12 Wochen	höchstens 13 Tiere/m ²	mindestens 1 m ² /Tier
	12 bis 18 Wochen	höchstens 10 Tiere/m ²	

	Alter	drinnen	draußen
Strauße	6 bis 12 Wochen	mindestens 1,5 m ² /Tier	mindestens 10 m ² /Tier
	12 Wochen bis 12 Monate	mindestens 2,5 m ² /Tier	mindestens 125 m ² /Tier
	mehr als 12 Monate	mindestens 4 m ² /Tier	mindestens 200 m ² /Tier
Zuchtkaninchen (junge Kaninchen einbegriffen)	—	insgesamt mindestens 0,6 m ² /Tier	
Fleischkaninchen	mehr als 30 Tage	insgesamt höchstens 5 Tiere/m ²	
Hirsche	weniger als 12 Monate	mindestens 2 m ² /Tier	mindestens 4 m ² /Tier
	mehr als 12 Monate	mindestens 5 m ² /Tier	mindestens 10 m ² /Tier
Schnecken	mehr als 7 Tage	—	höchstens 330 Tiere/m ² und höchstens 4 kg Lebendgewicht/m ²

2.8.2° Für die Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 8.3.1 der Verordnung darf die teilweise Überdachung der Freigeländefläche 50% der den Tieren zugänglichen Freigeländefläche nicht überschreiten.

2.8.3° In Abweichung von Anhang I Teil B Nr. 8.3.1 der Verordnung ist es erlaubt, Kaninchen nur drinnen zu halten, sofern es sich um ein Gebäude handelt, dessen Front nach außen hin offen ist und dessen offener Teil mindestens 25 % des Gebäudeumfangs beträgt, und sofern sämtliche Kaninchen einen direkten und ständigen Zugang zur offenen Front haben. Das Schließen der offenen Front ist nur bei ungünstigen Witterungsverhältnissen zugelassen.

2.8.4° Kaninchen müssen am Boden gehalten werden, einen eventuellen Zugang zu einer erhöhten Ebene haben und dürfen nicht in Käfigen gehalten werden. Sie müssen in Gruppen gehalten werden, deren Größe ihren ethologischen Bedürfnissen angepasst ist.

2.8.5° In Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 8.3.1 und 8.3.8 der Verordnung dürfen Säue zum Abferkeln für eine Höchstdauer von 28 Tagen im Gebäude abgesondert werden.

2.8.6° Säue müssen, wenn die Bedingungen es zulassen, über eine grasbewachsene Auslauffläche mit einer maximalen Besatzdichte von 15 Säuen pro Hektar verfügen. Von dieser Regel darf für einen maximalen Zeitraum von 8 Wochen nach dem Abferkeln abgewichen werden, mittels Zugang zu einer Freigeländefläche von mindestens 10 m²/Sau und der Einhaltung der Verpflichtung, den Tieren das Wühlen zu ermöglichen.

2.8.7° In Anwendung von Anhang I Teil B Nr. 8.4.6 der Verordnung ist die bei Geflügel aus hygienischen Gründen einzuhaltende minimale Ruhezeit zwischen den Belegungen auf 6 Wochen für Auslaufflächen und auf 3 Wochen für Ställe festgelegt.

2.8.8° Ab dem Alter von 8 Tagen und - für Zuchttiere - außerhalb der Winterschlafzeit müssen Schnecken in eventuell überdachten grasbewachsenen Außengärten gehalten werden. Zucht und Fortpflanzung der Schnecken müssen unter Einhaltung ihres natürlichen biologischen Zyklus erfolgen. Am Ende jedes Mastzyklus muss in den Außengärten eine Ruhezeit von mindestens drei Monaten eingelegt werden.

2.8.9° Für die Gewährung der in Anhang I Teil B Nr. 8.5.1 der Verordnung erwähnten Abweichungen kommen folgende Regeln zur Anwendung:

— Eine Abweichung von den unter der Nr. 8.3.1 vorgesehenen Anforderungen für andere Arten als dem Schwein ist nicht anwendbar;

— Eine Abweichung von den unter der Nr. 8.4.5 vorgesehenen Anforderungen ist nicht anwendbar;

— Die Abweichungen werden von der Dienststelle, auf Vorschlag des Kontrollorgans, von Fall zu Fall gewährt und beziehen sich auf eine oder mehrere bestimmte Bestimmungen, und dies für eine Zeit, die im Hinblick auf die Einhaltung der erwähnten Anforderungen für notwendig gehalten wird und so kurz wie möglich ist. Die Dauer der Abweichung kann keineswegs mehr als 5 Jahre betragen.

KAPITEL III — Regeln für die Rückverfolgbarkeit der Tiere und der tierischen Erzeugnisse

3.1° Allgemeine Grundsätze

3.1.1° Zusätzlich zu den in der Verordnung, insbesondere in den Artikeln 8 und 9 und in Anhang III, festgelegten Kontrollmaßnahmen und Vorkehrungen und unbeschadet der Gesetzesbestimmungen über die Identifizierung und Registrierung von Tieren kommen die nachstehend festgelegten zusätzlichen Bestimmungen in Ausführung von Artikel 9 Absatz 12 der Verordnung zur Anwendung, damit die Rückverfolgbarkeit der tierischen Erzeugnisse in der gesamten Produktions-, Verarbeitungs- und Aufbereitungskette gewährleistet wird.

3.1.2° Bei Kontrollbeginn müssen der Erzeuger und das Kontrollorgan dafür sorgen, dass die Angaben über die im Betrieb anwesenden Tiere im Haltungsbuch vermerkt werden, und zwar einzeln für Rinder, Schafe, Ziegen, Equiden, Hirsche und Strauße und einzeln oder partienweise für Schweine, Kaninchen, Geflügel und Schnecken.

3.1.3° Für Tierarten, für die ein Sanitel-System zur Identifizierung und Registrierung organisiert ist, erteilt jeder Erzeuger den zugelassenen Kontrollorganen die Erlaubnis, über die Informationen aus der Datenbank zu verfügen, die seinen Bestand betreffen. Außerdem muss er die aufeinander folgenden Auflistungen des Viehbestands, die ihm durch die mit der Identifizierung und Registrierung der Tiere beauftragte Vereinigung übermittelt wurden, ständig im Betrieb halten.

3.2° Vermarktungs- und Verarbeitungsweg des Fleisches

3.2.1° Binnen 15 Tagen nach der Geburt eines Rindes im Bestand muss der Erzeuger nach der Methode, die von der mit der Identifizierung und Registrierung von Rindern beauftragten Vereinigung bestimmt wird, von dem Kalb und seiner Mutter Fellproben entnehmen und diese dem dafür bestimmten Lagerplatz zuschicken.

3.2.2° Bei jeder Vermarktung eines Rindes aus dem Bestand muss der Erzeuger nach der Methode, die von der mit der Identifizierung und Registrierung von Rindern beauftragten Vereinigung bestimmt wird, vom Tier Fellproben entnehmen und diese dem dafür bestimmten Lagerplatz zuschicken.

3.2.3° Der Erzeuger darf ein Tier nur dann mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren in den Handel bringen, wenn er im Besitz einer vom Kontrollorgan erstellten Bescheinigung über die Konformität seiner Produktionseinheit mit dem biologischen Produktionsverfahren für die betreffende Tierart ist.

3.2.4° Die mit dem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren in den Handel gebrachten Tiere werden von einem vom Kontrollorgan ausgestellten nummerierten Vermarktungsschein begleitet, dessen Muster den repräsentativen Organisationen des Wirtschaftszweigs der biologischen Produktion zur Begutachtung vorgelegt und von der Dienststelle gebilligt werden muss.

3.2.5° Der Vermarktungsschein begleitet das Tier und anschließend den Tierkörper bis zum ersten Käufer des Tierkörpers. Letzterer sendet dem Kontrollorgan den originalen Vermarktungsschein zurück.

3.2.6° Bis zum ersten Käufer des Tierkörpers formalisiert jedes Unternehmen seine Verpflichtung, ein gemäß dem biologischen Produktionsverfahren produziertes Tier oder Erzeugnis zu liefern, indem es den ihm vorbehaltenen Teil des Vermarktungsscheins ausfüllt.

3.2.7° Ab dem ersten Käufer des Tierkörpers muss jedes Unternehmen über ein zuverlässiges Verwaltungssystem verfügen, durch welches ein offensichtlicher Verband zwischen den Mengen ordnungsgemäß identifizierter ein- und ausgehender Erzeugnisse hergestellt wird.

3.2.8° Bei jeder Stufe der Vermarktung, des Transports, der Schlachtung und der Zerlegung müssen die Tierkörper, Tierkörperteile und Fleischstücke mit Hinweisen auf das biologische Produktionsverfahren versehen sein und ständig und eindeutig identifiziert werden, so dass die Herkunft des Erzeugnisses in der Verarbeitungskette bis zum betreffenden Erzeuger zurückverfolgt werden kann.

3.2.9° Das Unternehmen, das dem Endverbraucher biologisches Fleisch oder biologische Fleischerzeugnisse verkauft, darf nicht biologisches Fleisch oder nicht biologische Fleischerzeugnisse derselben Tierart nur in den folgenden Fällen verkaufen:

— das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden unverpackt verkauft oder das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden von Dritten zerlegt und verpackt;

— das nicht biologische Fleisch oder die nicht biologischen Fleischerzeugnisse werden unverpackt verkauft und das biologische Fleisch oder die biologischen Fleischerzeugnisse werden entweder von Dritten oder von dem Unternehmen selbst zerlegt und verpackt, wobei dies in letzterem Fall in vollständigen Serien und zeitlich getrennt zu erfolgen hat;

Eine Abweichung von diesem Grundsatz kann von dem Kontrollorgan auf Anfrage des Unternehmens gewährt werden, um ohne Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren nicht zertifizierte Erzeugnisse aus der Verarbeitung von biologisch zertifiziertem Fleisch zu verkaufen. Diese nicht zertifizierten Erzeugnisse dürfen in keinem Fall mit einem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren verkauft werden. In der Abweichung werden das oder die betreffenden Erzeugnisse erwähnt sowie die Anwendungsdauer.

3.3° Vermarktungs- und Verarbeitungsweg für Milch und Milcherzeugnisse

3.3.1° Sofern der Erzeuger im Besitz einer vom Kontrollorgan ausgestellten Bescheinigung über die Konformität seiner Produktionseinheit mit dem biologischen Produktionsverfahren für die Milcherzeugung ist, teilt der Käufer dem Erzeuger zwei verschiedene Identifizierungen zu: eine für die Lieferung biologischer Milch, die andere für die Lieferung von Milch, für die das biologische Produktionsverfahren nicht eingehalten wird. Diese Identifizierungen werden in ein Etikettierungssystem einbezogen, das insbesondere die Identifizierung des Erzeugers und einen Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren und auf das Kontrollorgan für die Lieferung biologischer Milch umfasst.

3.3.2° Für jede Milchlieferteilung formalisiert der Erzeuger seine Verpflichtung, biologische Milch zu liefern, indem er Etiketten benutzt, die für die Lieferung biologischer Milch bestimmt sind. Wenn nicht biologisch bescheinigte Milch geliefert wird (therapeutische Behandlungen, Tiere in Umstellung...), benutzt der Erzeuger Etiketten, die für konventionelle Milch bestimmt sind.

3.3.3° Der Käufer organisiert vorzugsweise Milchsammlungen, die ausschließlich für biologische Milch bestimmt sind. Ist dies nicht der Fall, sind eine oder mehrere mit einem getrennten Pumpsystem ausgestattete Einteilungen ausschließlich für die biologische Milch bestimmt.

3.3.4° Bei jeder Stufe der Erzeugung, der Lagerung, des Transports und der Verarbeitung biologischer Milch müssen die Vorrattanks, Einteilungen, Tankwagen und andere Tanks, die biologische Milch enthalten, mit einem Hinweis auf das biologische Produktionsverfahren identifiziert werden.

3.4° Vermarktungs- und Verarbeitungsweg für Eierzeugnisse

Die Hersteller von Eierzeugnissen ergreifen die nötigen Maßnahmen zur Identifizierung und Registrierung der Erzeugnisse, damit für jede Partie Eierzeugnisse rückverfolgt werden kann, aus welchen Betrieben die verwendeten Eier stammen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 über die biologische Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2008.

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1772

[2008/201894]

**28 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering
inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1517/2007 van de Commissie van 19 december 2007;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 2°, 3° en 6°, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 1 maart 2007, alsook bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001, en artikel 4, gewijzigd bij de wetten van 5 februari 1999 en 1 maart 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1998 en 3 september 2000;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 augustus 1997 tot vaststelling van aanvullende voorwaarden tot erkenning van organismen belast met de controle op de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 januari 2001;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de voorschriften betreffende de biologische productie in de dierlijke sector, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 augustus 2000;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 15 januari 2007;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 9 november 2007 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies nr. 43.842/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2007, overeenkomstig artikel 84 § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Beschließt:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister": de Minister van Landbouw;

2° "Dienst": de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "Verordening": Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

4° "controleorganisme": elk organisme dat erkend wordt om overeenkomstig de bepalingen van dit besluit de controles bedoeld in artikel 9 van de Verordening uit te voeren;

5° "biologisch product": een product bedoeld in punt 1 van artikel 1 van de Verordening.

Art. 2. Bij de etikettering of in de reclame voor een product mogen alleen aanduidingen worden gebruikt die verwijzen naar de biologische productiemethode, indien dit product overeenkomstig de biologische productieregels vastgelegd bij de bepalingen van de Verordening en van dit besluit geproduceerd werd.

In het geval, bedoeld in artikel 1, § 2, van de Verordening, van een biologisch product waarvoor gedetailleerde productie bepalingen noch door de Verordening noch door dit besluit worden vastgelegd, mag de Dienst het gebruik van aanduidingen toelaten die verwijzen naar de biologische productiemethode, mits de productiemethode conform is met de internationaal aanvaarde of erkende normen inzake biologische productie.

Art. 3. § 1. Iedere marktdeelnemer die producten produceert, bereidt, opslaat of uit een derde land invoert om ze later in de handel te brengen, of elke marktdeelnemer die biologische producten in de handel brengt is verplicht een controleorganisme hiervan voorafgaandelijk in kennis te stellen overeenkomstig artikel 4 van dit besluit en moet zijn onderneming onderwerpen aan het in artikel 9 van de Verordening bedoelde systeem van controle.

§ 2. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 1, van de Verordening, wordt vrijgesteld van de toepassing van dit paragraaf en van § 1 van dit artikel, de marktdeelnemer die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker voorverpakte biologische producten verkoopt op voorwaarde dat deze marktdeelnemer geen biologische producten produceert, bereidt, opslaat tenzij in verband met zijn verkooppunt, en uit een derde land invoert.

§ 3. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 1, van de Verordening, wordt vrijgesteld van de toepassing van dit paragraaf en van § 1 van dit artikel, de marktdeelnemer die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker niet-voorverpakte biologische producten verkoopt op voorwaarde dat hij geen biologische producten produceert, bereidt, opslaat tenzij in verband met zijn verkooppunt, en uit een derde land invoert, en op voorwaarde dat de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die niet-voorverpakt worden verkocht minder dan 5000 euro bedraagt.

Elke marktdeelnemer die aan de voorwaarden voor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid voldoet, moet hierover een schriftelijke officiële verklaring doen bij de Dienst. Hij verbindt zich ertoe de bepalingen van de Verordening en van dit besluit na te leven en de Dienst in te lichten zodra de voorwaarden van deze vrijstelling niet meer worden nageleefd.

Art. 4. De Minister wordt belast met de erkenning van de privé organismen die de controle moeten uitvoeren waaraan de marktdeelnemers bedoeld in artikel 3, § 1, van dit besluit worden onderworpen.

Art. 5. Het privé organisme dat erkend wil worden zoals bedoeld in artikel 4, moet een erkenningsaanvraag indienen bij de Dienst.

De erkenningsaanvraag moet aantonen dat de aanvrager voldoet aan de verplichtingen opgelegd door de Verordening. De aanvrager moet ook het volgende verduidelijken :

1° de eventuele referenties en de nuttige ervaring die het privé organisme dat erkend wil worden, kan laten gelden in het kader van de controle van de biologische productiemethode op landbouwproducten;

2° de installaties en uitrustingen waarover het privé organisme dat erkend wil worden in België beschikt, en die hem toelaten alle nuttige activiteiten in verband met de controle en certificering van biologische producten in het Waals Gewest uit te voeren; het privé organisme dat erkend wil worden, vermeldt specifiek de plaats(en) in België waar alle documenten betreffende de controles en certificering van biologische producten in het Waals Gewest ter inzage zullen liggen;

3° de identificatie van de fysieke persoon verantwoordelijk voor het geheel van de activiteiten van het privé organisme dat erkend wil worden;

4° de identificatie van het personeel belast met de inspecties;

5° de identificatie van minstens één inspecteur, technisch verantwoordelijke voor de controle-activiteiten;

6° de verbintenis van het privé organisme dat erkend wil worden om minimum 50 in België gesitueerde verschillende producenten te controleren gedurende een periode van 2 jaar vanaf de datum van de bekendmaking van zijn erkenning in het *Belgisch Staatsblad*;

7° Het accreditatiecertificaat als bewijs dat het privé organisme dat erkend wil worden, voldoet aan de vereisten van de EN 45011 norm voor de controles betreffende de biologische productiemethode van landbouwproducten.

Art. 6. § 1. De Dienst wordt belast met het toezicht op de privé organismen die de controle moeten uitvoeren waaraan de marktdeelnemers bedoeld in artikel 3, § 1, van dit besluit worden onderworpen. De Dienst voorziet daartoe een aantal richtlijnen die de toezichtsprocedure die hij heeft opgezet, omschrijft.

§ 2. De erkenning van een controleorganisme wordt ingetrokken wanneer het de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 5 van dit besluit niet naleeft of wanneer het niet voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 9, § 6, d), van de Verordening.

Wanneer, overeenkomstig het eerste lid, de Dienst de intrekking van de erkenning van een controleorganisme moet voorstellen, stelt hij laatstgenoemde in kennis van de elementen die hem ten laste worden gelegd.

Vervolgens nodigt de Dienst het betrokken controleorganisme uit om in het kader van een verhoor zijn standpunt te laten gelden in verband met de elementen die hem ten laste worden gelegd.

Na onderzoek van het dossier, deelt de Dienst zijn met redenen omklede advies aan de Minister mee, op basis waarvan hij aan laatstgenoemde voorstelt, in voorkomend geval, om de erkenning van het betrokken controleorganisme in te trekken.

§ 3. In geval van tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning, moet het betrokken controleorganisme op zijn kosten zonder uitstel al zijn marktdeelnemers van de officiële beslissing verwittigen en hun aandacht vestigen op de dringende noodzaak zich in te schrijven bij een ander controleorganisme.

Elke erkenning of intrekking ervan wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest bekendgemaakt.

Art. 7. Onverminderd de bepalingen van de Verordening dienen de controleorganismen de aanvullende voorwaarden bepaald in het bestek omschreven in bijlage 1 bij dit besluit toe te passen.

Art. 8. Drempels en plafonds voor de vergoedingen betaald door de marktdeelnemers aan de controleorganismen worden bepaald volgens de vergoeding omschreven in bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 9. De controleorganismen zijn verplicht de nodige maatregelen te treffen om ervoor te zorgen dat elke marktdeelnemer die de bepalingen van dit besluit naleeft en zijn bijdrage in de controlekosten betaalt, zeker is van toegang tot het controlestelsel.

In het geval dat een marktdeelnemer van controleorganisme verandert, geeft het eerste controleorganisme onmiddellijk aan het volgende controleorganisme alle nodige gegevens over deze marktdeelnemer door voor de continuïteit van de activiteiten.

Art. 10. Als een marktdeelnemer bedoeld in artikel 3 een beroep, een klacht of een betwisting aanhangig maakt bij een controleorganisme en wanneer na behandeling van dit dossier volgens de procedures vastgelegd overeenkomstig de EN 45011 norm die door de organismen die producten certificeren wordt gebruikt, de uitgesproken beslissing door de bedoelde marktdeelnemer wordt betwist, kan laatstgenoemde een administratief beroep indienen bij de het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. Hij moet te dien einde zijn verweermiddelen indienen bij aangetekend schrijven gericht aan de Directeur-generaal van deze administratie en dit binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het schrijven waarbij de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld hem wordt ter kennis gebracht.

Er wordt een beroepscomité samengesteld die door de Directeur-generaal wordt samengesteld en dat bovendien bestaat uit de inspecteur generaal van de betrokken Afdeling en uit een vertegenwoordiger van de juridische dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Na onderzoek van de verweermiddelen van de betrokkene kan het Beroepscomité deze oproepen opdat hij inlichtingen zou kunnen verstrekken of bijkomende bewijsstukken overhandigen. Op dezelfde wijze kan de marktdeelnemer vragen om vóór de beslissing door het Beroepscomité gehoord te worden. In dat geval wordt een bondig verslag van het onderhoud opgemaakt dat vervolgens door de directeur-generaal en de betrokkene wordt medeondertekend. Andere interveniënten kunnen eveneens uitgenodigd worden om bij het onderhoud aanwezig te zijn.

Het Beroepscomité neemt een beslissing per consensus die door aangetekend schrijven ondertekend door de directeur-generaal aan betrokkene wordt meegedeeld. In het geval een gebrek aan consensus het Beroepscomité ertoe zou brengen om geen beslissing uit te spreken, beschikt de aanvrager over de wettelijke mogelijkheid, overeenkomstig het mechanisme ingesteld bij artikel 14, § 3, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, om bedoeld Comité aan te manen een antwoord te geven en de zaak bij de Raad van State aanhangig te maken als het Comité binnen een termijn van vier maanden geen gevolg geeft aan de aanmaning.

Indien expertisekosten door het Waalse Gewest worden opgelegd en de betwiste beslissing wordt bevestigd, wordt een verzoek tot betaling van deze kosten gevoegd bij het aangetekend schrijven waarbij aan betrokkene wordt gevraagd om deze kosten te betalen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de verzendingsdatum van het schrijven.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 12, tweede lid, van de Verordening worden aanvullende voorwaarden betreffende de biologische productiemethode vastgelegd in het bestek omschreven in bijlage 3 bij dit besluit. Deze aanvullende voorwaarden hebben betrekking op gekweekte dieren en dierlijke producten die op het grondgebied van het Waalse Gewest worden verkregen.

Art. 12. De Minister mag de bijlagen bij dit besluit wijzigen om ze aan de wijzigingen van de Verordening, aan de evolutie van de controletechnieken en aan de ontwikkeling van de biologische productiemethode aan te passen.

Deze wijzigingen worden vastgelegd na raadpleging van de representatieve organisaties voor de sector van de biologische productie. Laatstgenoemden vergaderen in een Overlegcomité voor de biologische landbouw waarvan het voorzitterschap en het secretariaat door de Dienst worden waargenomen. Bedoelde Overlegcomité stelt zijn huishoudelijk reglement op dat zijn organisatiewijze bepaalt. Dit overlegcomité brengt de vertegenwoordigers van het hele circuit bijeen dat betrokken is bij de biologische productiemethode: producenten, verwerkers, consumenten, controleorganismen en begeleidingsstructuren.

Art. 13. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgelegd en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 15 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 8 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

Art. 14. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 17 april 1992 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1998 en 3 september 2000;

2° het ministerieel besluit van 7 augustus 1997 tot vaststelling van aanvullende voorwaarden tot erkenning van organismen belast met de controle op de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 januari 2001;

3° het ministerieel besluit van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de voorschriften betreffende de biologische productie in de dierlijke sector, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 augustus 2000.

Art. 15. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1. — Bestek betreffende de aanvullende voorwaarden inzake de controle van de biologische productiemethode
Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de Verordening bepaalt dit bestek de bijkomende voorschriften inzake de controle van de biologische productiemethode die de controleorganismen overeenkomstig artikel 7 van dit besluit dienen toe te passen.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsmodaliteiten van de wetgeving door de controleorganismen

1.1° Aanvang van de inwerkingtreding van de controleregeling

De datum waarop de controleregeling een aanvang neemt, waarmee met name de omschakelingsperiode bij de producenten start, is vastgesteld op de dag waarop het controleorganisme de kennisgeving van de marktdeelnemer heeft ontvangen en diens verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen.

1.2° Toekenning van afwijkingen en vergunningen door de controleorganismen

Om de toepassingsmodaliteiten van de wetgeving door de controleorganismen te harmoniseren, met name de toekenning van de afwijkingen en toestemmingen vastgelegd in de Verordening of dit besluit, stelt de Minister gemeenschappelijke criteria op, na raadpleging van het Overlegcomité voor Biologische Landbouw opgericht in artikel 12.

1.3° Traceerbaarheid van de dierlijke producten

1.3.1° Het controleorganisme dient een overeenkomst te sluiten met de organisatie die instaat voor het beheer van het Sanitel-systeem voor identificatie en registratie van de dieren, zodat men regelmatig kan beschikken over informatie in verband met het veebeslag en de dieren van de marktdeelnemers die gecontroleerd worden voor alle diersoorten waarvoor er een Sanitelsysteem operationeel is.

1.3.2° Het controleorganisme dient jaarlijks stalen te nemen van vlees of vleesproducten op minstens 5 % van de voor verhandeling geslachte, biologisch gefokte runderen en door middel van een DNA-onderzoek na te gaan of die stalen overeenstemmen met het haarstal van de dieren dat door de producenten werd genomen bij toepassing van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Planning en uitvoering van de controles

2.1° Wanneer het controleorganisme de kennisgeving van een marktdeelnemer ontvangt, alsmede zijn verbintenis om zijn bedrijf aan de controleregeling te onderwerpen, voert het de eerste inspectie die bij de Verordening verplicht is, binnen maximum 60 dagen uit.

2.2° Benevens de oorspronkelijke controle bedoeld in punt 2.1 worden de controles van de controleorganismen in 4 aparte categorieën ingedeeld :

a) volledige jaarlijkse fysieke controle zoals omschreven en verplicht gemaakt door het eerste lid van punt 5 van de algemene bepalingen van bijlage III bij de Verordening;

b) bijkomende controle naast de volledige jaarlijkse fysieke controle noodzakelijk gemaakt wanneer laatstgenoemde controle niet volledig uitgevoerd kan worden tijdens één bezoek;

c) versterkte controle uitgevoerd in het kader van de toepassing van de tabel voor de sancties die in hoofdstuk 4 van deze bijlage omschreven is;

d) steekproefcontrole zoals omschreven in het tweede lid van punt 5 van de algemene bepalingen van bijlage III bij de Verordening.

2.3° Het controleorganisme voert een aantal steekproefcontroles uit waarvan het aantal gelijk is aan of hoger dan :

— 50 % van het aantal producenten onderworpen aan de controle;

— 75 % van het aantal bereiders onderworpen aan de controle;

— 75 % van het aantal invoerders onderworpen aan de controle.

Het minimum aantal uit te voeren steekproefcontroles wordt berekend in verhouding tot de toestand op 30 juni van het betrokken jaar.

2.4° Het controleorganisme legt een procedure ter goedkeuring voor aan de Dienst tot vastlegging van de planning van de controles en de keuze van de marktdeelnemers die de controles moeten ondergaan op basis van een algemene evaluatie van het risico van het niet-naleven van de Verordening of van dit besluit.

2.5° Wanneer er onregelmatigheid wordt vermoed, is het controleorganisme ertoe gehouden om binnen de kortst mogelijke termijn een controle uit te voeren bij de betrokken marktdeelnemer.

2.6° Het controleorganisme heeft de verplichting om bij ieder nieuwe marktdeelnemer op zijn minst één steekproefcontrole uit te voeren tijdens het jaar dat volgt op de kennisgeving. Daarna wordt dat om de 48 maanden minstens één steekproefcontrole.

2.7° De steekproefcontroles kunnen gedeeltelijke controles zijn bedoeld om een beperkt aantal punten na te gaan. In dit geval past het controleorganisme de controles aan volgens het specifieke karakter van de marktdeelnemer en de inhoud van zijn dossier.

2.8° Inzake de bereidingseenheden waar ook niet-biologische producten worden verwerkt, verpakt of opgeslagen, neemt het controleorganisme de nodige maatregelen om vooraf over een planning voor de biologische productie te beschikken.

2.9° Wat de invoerders betreft, neemt het controleorganisme de nodige maatregelen om vooraf geïnformeerd te zijn over de partijen biologische producten die op Belgisch grondgebied toekomen.

HOOFDSTUK III. — *Planning en uitvoering van de analyses*

3.1° Voor elke nieuwe productie-eenheid dat kennis geeft van zijn omschakeling naar de biologische productiemethode, neemt het controleorganisme een staal van de bodem, van een plantaardig of dierlijk product en voert een analyse uit om de mogelijke residuen van organochloorverbindingen op te sporen. Als de productie-eenheid gelegen is in een omgeving die een bijzonder pollutiegevaar oplevert, heeft de analyse ook nog betrekking op mogelijk andere verdachte residuen.

3.2° Het controleorganisme voert bij de marktdeelnemers die niet in punt 3.1 voorkomen, een aantal routine-analyses uit gelijk aan of hoger dan :

- 60 % van de producenten;
- 40 % van de bereiders;
- 100 % van de invoerders;

3.3° Bij iedere marktdeelnemer die in punt 3.2. genoemd wordt, moet het controleorganisme om de 48 maanden minstens één productanalyse uitvoeren.

Bij iedere marktdeelnemer die aan de controle onderworpen is, moet het controleorganisme één productanalyse uitvoeren als men een onregelmatigheid vermoedt.

3.4° Het controleorganisme legt een procedure ter goedkeuring voor aan de Dienst tot vastlegging van de planning van de monsternemingen, de keuze van de marktdeelnemers en van de producten die de analyses moeten ondergaan alsook de aard van de gezochte producten, op basis van een algemene evaluatie van het risico van het niet-naleven van de Verordening of van dit besluit.

3.5° De analyses uitgevoerd op plantaardige en dierlijke producten zijn gericht op het ongeoorloofde gebruik van verboden producten, ook het gebruik van genetisch gemodificeerde organismen of producten die hiervan zijn afgeleid, alsook de eventuele aanwezigheid van residuen van vermoede milieuvervuiling.

3.6° De analyse van plantenstalen die bij de producenten worden genomen heeft o.a. betrekking op herbiciden, fungiciden, insecticiden, acariciden, slakkendodende middelen, bactericiden, rodenticiden, afweermiddelen, kiemremmende stoffen, groeiregelaars, rijpingsvertragers en -versnellers.

3.7° Benevens de in het vorige punt bedoelde producten heeft de analyse van de plantenstalen genomen bij bereiders en invoerders ook betrekking op de voedingsadditieven, kleurstoffen, aroma's, smaakverbetersaars, bewaarestoffen, dragers, solventen en andere technologische hulpstoffen.

3.8° De analyses verricht op dierlijke producten hebben o.a. betrekking op de chemisch gesynthetiseerde allopatische diergeneeskundige middelen, antibiotica, pijnstillers, coccidiostatica, de groei- of productiebevorderende stoffen, additieven, bewaarmiddelen en andere technologische hulpstoffen zoals nitraten en sorbaten in melk, de nitrieten, nitraten, sulfieten, fosfaten en glutamaten in vlees en vleesproducten.

3.9° Om de interpretatie van de analyseresultaten door de controleorganismen en het in aanmerking nemen ervan in het raam van de voorziene sancties op elkaar af te stemmen, legt de Minister, na raadpleging van het Overlegcomité voor de biologische Landbouw opgericht in artikel 12, dwingende richtlijnen vast die steunen op de limietwaarden voor het residugehalte.

HOOFDSTUK IV. — *Tabel voor de sancties*

4.1° Benevens de toepassing van de bepalingen vastgelegd in artikel 9 punt 9 en in artikel 10 punt 3 van de Verordening, past het controleorganisme een of meer van de volgende sancties toe als ze een onregelmatigheid of een inbreuk vaststelt :

Sancties		Toepassing
Opmerkingen	Gewone opmerking	De gewone opmerking wordt gebruikt voor kleine onregelmatigheden of voor duidelijk onvrijwillige gebreken door de marktdeelnemer
	Vraag om verbetering	Bij de vraag om verbetering wordt aangegeven welke onregelmatigheid er is vastgesteld, welke verbetering er wordt verwacht en binnen welke termijn.
Waarschuwing		De waarschuwing gaat vergezeld van de vermelding welke sanctie er zal worden toegepast als de marktdeelnemer er geen rekening mee houdt. Op een vraag om verbetering die niet binnen de gestelde termijn in acht wordt genomen volgt altijd een waarschuwing. Er wordt systematisch tot verscherpte controle besloten wanneer een waarschuwing moet gegeven worden.
Verscherpte controle		De kosten voor verscherpte controle worden gedragen door de marktdeelnemer.
Declasseringen en schorsingen	Declassering perceel	Declassering van een perceel of deel van een bepaald perceel voor een bepaalde duur.
	Declassering lot	Definitieve declassering van een bepaald deel van de productie.
	Schorsing product	Verbod voor een vastgelegde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om een bepaald soort producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.
	Totale schorsing	Verbod voor een bepaalde duur aan de marktdeelnemer opgelegd om alle producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen.

4.2° Om de toepassing van de sancties door de controleorganismen te harmoniseren, legt de Minister, na raadpleging van het Overlegcomité voor Biologische Landbouw opgericht in artikel 12, de sancties vast die marktdeelnemers opgelegd krijgen als er concrete onregelmatigheden en inbreuken worden vastgesteld.

4.3° Wanneer artikel 9, punt 9, *b*, of artikel 10, punt 3, *b*, van de Verordening wordt toegepast, waarbij wordt vereist dat een maatregel moet genomen worden voor een periode die met de bevoegde overheid van de lidstaat moet overeengekomen worden, deelt het controleorganisme aan de Dienst een volledig dossier mee inzake de vastgestelde overtreding om over deze periode overeen te komen.

HOOFDSTUK V. — *Gegevens die aan de Dienst moeten worden verstrekt*

5.1° Vergoedingen

5.1.1° Het controleorganisme moet aan de Dienst het rooster bezorgen van de vergoedingen die voor de marktdeelnemers van toepassing zijn en dat overeenkomstig bijlage 2 bij dit besluit opgesteld is. Ook moet het elke wijziging van dit rooster mededelen vóór de datum waarop het in werking treedt.

5.2° Jaarlijks te bezorgen gegevens

5.2.1° Lijst van marktdeelnemers die aan de controle onderworpen zijn

De lijst van de marktdeelnemers bedoeld in artikel 9, punt 8*b* van de Verordening wordt voor de betrokkenen beschikbaar gemaakt.

Deze lijst wordt trouwens jaarlijks aan de Dienst meegedeeld en bevat minstens de volgende gegevens :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer;
- het soort product;
- datum van de kennisgeving;
- datum van de certificering.

5.2.2° Jaarverslag.

Het jaarverslag bedoeld in artikel 9, punt 8, *b*, van de Verordening bevat minimum :

- de informatie gevraagd door de Europese Commissie;
- de aanvullende statistieken in verband met de productiemiddelen en de bereiding van biologische producten alsook in verband met de hoeveelheid biologische eindproducten volgens het model vastgelegd door de Minister.

5.2.3° Gegevens i.v.m. de steun aan de biologische landbouw

Het controleorganisme moet de Afdeling Landbouwsteun, Betaalorgaan van het Directoraat-generaal Landbouw (DGA) van het Ministerie van het Waalse Gewest een aantal gegevens bezorgen i.v.m. de door hem gecontroleerde producenten. De aard van deze gegevens wordt door het bedoeld Betaalorgaan bepaald op grond van de reglementaire vereisten van de verschillende steunregelingen die onder zijn bevoegdheid vallen. Een protocol afgesloten tussen het controleorganisme en het DGA bepaalt de praktische modaliteiten die eigen zijn aan het doorsturen van deze gegevens.

5.3° Halfjaarlijks te verstrekken gegevens

5.3.1° Lijst van de gedane controles.

° Het controleorganisme moet de Dienst binnen de dertig dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen van de controles die bij de aan deze regeling onderworpen marktdeelnemers werden uitgevoerd, met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer;
- de controledatum;
- het soort controle zoals omschreven in punt 2.2 van deze bijlage.

5.3.2° Lijst van de toegekende vergunningen en afwijkingen

Het controleorganisme moet het Bestuur binnen de dertig dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen van de afwijkingen of vergunningen die aan de marktdeelnemers die aan dat soort controles onderworpen zijn, werden toegestaan, met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer;
- de aard van de afwijking;
- de bepaling van de Verordening of van dit besluit waar het voorzien is;
- datum waarop de afwijking werd toegestaan;
- geldigheidsduur van de afwijking.

Wat betreft de vergunningen om klassiek teeltmateriaal te gebruiken, die toegekend worden overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1452/2003 van de Commissie van 14 augustus 2003 tot handhaving van de in artikel 6, lid 3, onder *a*), van Verordening (EEG) nr. 2092/91 vastgestelde uitzonderingsbepaling ten aanzien van bepaalde soorten zaaizaad en vegetatief teeltmateriaal en tot vaststelling van procedurebepalingen en criteria voor die uitzonderingsbepaling, moet het controleorganisme binnen de 30 dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen van de bij deze vergunningen betrokken groentegewassen en rassen met de vermelding voor elk onder hen van de elementen omschreven in artikel 12, § 1 van Verordening (EG) 1452/2003. Deze informatie wordt voorgesteld volgens een model vastgelegd door de Dienst.

5.3.3° Lijst van de opgelegde sancties

Het controleorganisme moet het Bestuur binnen de dertig dagen die volgen op het eind van elke semester, een lijst bezorgen met de sancties die werden opgelegd aan marktdeelnemers die aan de controle onderworpen zijn, met uitzondering van de gevallen waar opmerkingen bij horen, dit met vermelding van :

- naam en adres van de marktdeelnemer;
- het soort marktdeelnemer;
- de aard van de sanctie volgens de tabel vastgelegd in hoofdstuk 4 van deze bijlage;
- de datum van de sanctie;
- de duur van de sanctie.

5.4° Onmiddellijk te verstrekken gegevens

5.4.1° Als het controleorganisme een onregelmatigheid of een inbreuk constateert bij een aan de controle onderworpen marktdeelnemer, en ziet dat die onregelmatigheid of die inbreuk gevolgen kan hebben voor marktdeelnemers die aan de controle van een andere controleorganisme onderworpen zijn, dan brengt het onverwijld de Dienst daarvan op de hoogte.

5.4.2° Als het controleorganisme aan een marktdeelnemer een declassering- of schorsingsanctie oplegt bedoeld in hoofdstuk 4 van deze bijlage, dan brengt het onverwijld de Dienst daarvan op de hoogte.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 28 februari 2008 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 2. — Vergoedingen betaald door de marktdeelnemers aan het controleorganisme

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de Verordening, bepaald deze tabel de minimum- en maximumgrenzen van de vergoedingen die marktdeelnemers aan de controleorganismen dienen te betalen overeenkomstig artikel 8 van dit besluit.

1.° Producenten

1.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorganisme het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de producenten verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag voor een productie-eenheid	1 670
Per derde onderneming die moet worden gecontroleerd (loonwerk : de goederen blijven eigendom van de producent)	2 030
Per ha natuurreserveaat (**)	20,4
Per ha kerstbomen	280
Per ha groententeelt (*)	825
Per ha grove groententeelt (*)	460
Per ha akkerbouw (*)	81
Per ha weide, groenbemesting of braakgrond	61
Per ha laagstammig fruit	410
Per ha hoogstammig fruit	280
Per ha onverwarmde serre of tunnel	2 460
Per ha verwarmde serre	4 950
Per ha champignons	16 500
Per rund van minder dan 1 jaar	6,3
Per rund van 1 tot 2 jaar	9,5
Per rund van meer dan 2 jaar	12,4
Per zoogkoe	21
Per melkkoe	30
Per marktklaar varken	4,7
Per zeug of varkensbeer	30
Per marktklaar lam	4,5
Per zogende ooi	4,5
Per melkgeit- of -ooi	7,7
Per zogende merrie/ hengst	21
Per melkgevende merrie	30
Per 10 marktklare vleeskippen	3,4
Per 10 legkippen	10,2
Per 10 marktklare kalkoenen	6,8
Per 10 marktklare eenden	6,8
Per marktklare struisvogel	4,7
Per fokstruisvogel	15,1
Per konijnenvoedster	6,1
Per marktklaar spieshart	5

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Per wijfjes- of mannetjeshert	15,1
Per 100 marktklare consumptieslakken	3
(*) op basis van een door de Administratie vastgestelde lijst van de gewassen.	
(**) sites die onder een bijzonder beschermingsstatuut staan in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang, namelijk : goedgekeurde natuurreservaat, natuurreservaat in domein, bosreservaat, watergebied van biologisch belang.	

1.2° Benevens die controles op derden, is het minimumaantal punten voor een bedrijf vastgesteld op 2 500 punten.

2° Ondernemingen voor bereiding, verpakking en invoer

2.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen en analyses, bepaalt het controleorganisme het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de bereiders en invoerders verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

In aanmerking genomen elementen	Aantal punten
Basisbedrag voor de verwerking of de invoer : - exclusief voorbehouden aan de biologische productie - ook gebruikt voor conventionele producten	1 790 2 200
Per bijkomende vestigign : - exclusief voorbehouden aan de biologische productie - ook gebruikt voor conventionele producten	1 200 1 470
Volgens het gebruikte soort ingrediënt : - uitsluitend biologisch (bereidingsbedrijf van groepsmaaltijden) - - biologisch en conventioneel (bereidingsbedrijf van groepsmaaltijden)	120 (24) 147 (29,5)
- Per afgewerkt biologisch eindproduct : - uitsluitend biologisch (bereidingsbedrijf van groepsmaaltijden) - - biologisch en conventioneel (bereidingsbedrijf van groepsmaaltijden)	180 (60) 220 (73,5)
Per schijf van 5 000 EUR van de JBO (*) beneden 1 250 000 EUR	182
Per schijf van 5 000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 1 250 000 EUR en 6 250 000 EUR	91
Per schijf van 5 000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 6 250 000 EUR en 15 000 000 EUR	54,6
Per schijf van 5 000 EUR van de JBO (*) begrepen tussen 15 000 000 EUR en 25 000 000 EUR	31,8
Per schijf van 5 000 EUR van de JBO (*) boven 25 000 000 EUR	18,2
Per aanvraag om invoervergunning in het raam van de Verordening of van dit besluit	4 800
(*) Onder JBO verstaat men de jaarlijkse omzet voor activiteiten in de biologische productie.	

2.2° Voor bedrijven die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten om de verpakking ervan te wijzigen (verpakkingsbedrijven), wordt de JBO gebruikt voor berekening van de punten verminderd tot 65 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het ontvangen van biologische producten in niet-gesloten verpakking of bulk en ze aldus op de markt te brengen wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 50 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het kopen van verpakte biologische producten en er een etiket met hun eigen naam op plakken, wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

Voor ondernemingen die zich beperken tot het ontvangen van biologische producten in gesloten verpakking en ze aldus op de markt te brengen zonder de verpakking of het etiket te wijzigen, wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten teruggebracht tot 15 % van zijn waarde.

Voor de invoerders wordt de JBO gebruikt voor de berekening van de punten verminderd tot 25 % van zijn waarde.

2.3 Buiten de aanvragen om invoervergunning wordt het minimum aantal punten van een bedrijf vastgesteld op 6000 punten. Deze minimumdrempel kan in de volgende gevallen evenwel nog worden verminderd :

— voor de ondernemingen die hun activiteit opstarten (nieuw BTW-nr.), kan die drempel worden verlaagd tot 4450 punten tijdens de eerste twee jaar;

— voor de bedrijven die koopwaar verwerken zonder daar eigenaar van te zijn (maakloonwerkers) kan die drempel worden verlaagd tot 4 450 punten als de JBO begrepen is tussen 12 500 EUR en 100 000 EUR en tot 3 450 punten als de JBO minder is dan 12 500 EUR;

— voor bakkerijen met een JBO lager dan 12 500 EUR kan die drempel worden verlaagd tot 2 075 punten.

3° Verkooppunten

3.1° Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de kosten voor dienstreizen, bepaalt het controleorganisme het rooster van de jaarlijkse vergoedingen die de marktdeelnemers die verantwoordelijk zijn voor het in de handel brengen van biologische producten aan de consumenten of de eindgebruiker verschuldigd zijn naar rato van het hieronder weergegeven puntensysteem :

Jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht	Aantal punten
Minder dan 15 000 euro	2 000
Tussen 15 000 en 60 000 euro	2 592
Tussen 60 001 en 100 000 euro	3 313
Meer dan 100 000 euro	4 034

3.2° In afwijking van punt 3.1, wordt het hiernavermelde puntensysteem toegepast op marktdeelnemers die bij de consument of de eindgebruiker niet-voorverpakte biologische producten in de handel brengen en die niet onder dezelfde vorm identieke producten in de handel brengen die niet in de Verordening of dit besluit worden geregeld :

Jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht	Aantal punten
Minder dan 15 000 euro	1 665
Tussen 15 000 en 60 000 euro	2 163
Tussen 60 001 en 100 000 euro	2 764
Meer dan 100 000 euro	3 364

3.3° De marktdeelnemers die verantwoordelijk zijn voor het in de handel brengen van biologische producten bij de consument of de eindgebruiker en die eveneens een activiteit als producent en/of als onderneming voor bereiding, verpakking en invoer van biologische producten uitoefenen, betalen de vergoeding die overeenkomstig punten 1° en 2° van dit besluit wordt bepaald; Er wordt geen verhoging van deze vergoeding toegepast i.v.m. het in de handel brengen en dit, voor zover de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht, minder dan 5 000 euro bedraagt.

Als de jaarlijkse aankoopwaarde van de biologische producten die onder een niet-voorverpakte vorm worden verkocht 5000 euro of meer bedraagt, is de waarde van de jaarlijkse vergoeding verschuldigd voor het in de handel brengen, vastgelegd door toepassing van de punten 3.1 of 3.2, met een aftrek van 472 punten van de bepaalde bedragen.

4° Minima en maxima van de vergoedingen

De vergoedingen zonder BTW die het controleorganisme de marktdeelnemers aanreket is gelijk aan het totale aantal punten van het bedrijf, vermenigvuldigd met een coëfficiënt begrepen tussen de volgende minimale en maximale grenzen (deze coëfficiënt kan afzonderlijk worden vastgelegd, enerzijds voor de producenten, en anderzijds voor de bereidings- en verpakkingsbedrijven en de invoerders) :

- minimale vergoeding : coëfficiënt 0,113 euro;
- maximale vergoeding : coëfficiënt 0,172 euro.

5° Verscherpte controles

De kosten voor verscherpte controles uitgeoefend met name bij toepassing van hoofdstuk 4 van dit bestek opgenomen in bijlage I worden door de controleorganismen aan de marktdeelnemer aangerekend op basis van de volgende minimum- en maximumgrenzen (mogelijke analysekosten niet meegerekend) :

Vergoeding (per ½ uur controle)	In het bedrijf	In het kantoor
Minimaal	30 euros	20 euros
Maximaal	45 euros	30 euros

6° Indexering

De bedragen bedoeld in de punten 6.3 en 6.4. worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar ten opzichte van deze van december 2004.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 28 februari 2008 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 3. — Bestek voor de dierlijke biologische productie

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de Verordening bepaalt dit bestek de bijkomende voorschriften betreffende de controle van de biologische productiemethode in de dierlijke sector, overeenkomstig artikel 11 van dit besluit en artikel 12 van de Verordening.

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

1° Bovenop de in de Verordening bedoelde diersoorten en dierlijke producten, zijn de maatregelen bepaald in de Verordening en in dit besluit, van toepassing voor :

- de konijnen en hun producten;
- de struisvogels en hun producten;

- de hertachtigen en hun producten;
- de slakken en hun producten.

HOOFDSTUK II. — *Regels van toepassing voor de productie*

2.1° Algemene principes

Voor de toepassing van punt 1.6 van bijlage I.B bij de Verordening is het bestaan van een omschreven bedrijf in overeenstemming met het gezamenlijk bestaan van een omschreven geografische entiteit in de zin van de wetgeving betreffende de identificatie en de registratie van de dieren (Sanitel), en van een omschreven juridische entiteit.

2.2° Omschakeling

2.2.1° Het toekennen van de afwijking bedoeld in punt 2.1.2 van bijlage I.B bij de Verordening, betreffende een vermindering van de omschakelingsperiode voor weidegronden, uitlopen in de open lucht en bewegingsruimten voor de niet-herbivore soorten, is ondergeschikt aan een onderzoek met negatieve resultaten voor residuen van organochloor- en organofosforverbindingen in de grond.

De vastgelegde voorwaarde voor een vermindering van de omschakelingsperiode tot 6 maanden wordt beschouwd als nageleefd indien de grond sinds minstens 6 maanden niet is behandeld met andere producten, dan die welke in bijlage II bij de Verordening worden genoemd.

2.2.2° De omschakelingsperiode bedoeld in punt 2.2.1 van bijlage I.B bij de Verordening is teruggebracht op 12 weken voor pluimvee bestemd voor de eierproductie, en vastgelegd op 4 maanden voor konijnen, op 8 maanden voor struisvogels, en op 12 maanden voor hertachtigen.

2.2.3° Voor de toepassing van punt 2.3.1 van bijlage I.B bij de Verordening, dienen de diervoeders, die niet afkomstig zijn van de productie-eenheid zelf, geproduceerd te zijn volgens de biologische productiemethode, onverminderd de toepassing van de afwijkingen voorzien in punten 4.4 en 4.8 van bijlage I.B bij de Verordening.

2.2.4° Voor de omschakeling van een productie-eenheid van slakken is de duur van de omschakelingsperiode van de buitenparken, gebruikt voor het voeden van de dieren, teruggebracht op 12 maanden, indien de grond sinds minstens 12 maanden niet is behandeld met andere producten, dan die welke in bijlage II bij de Verordening worden genoemd. Om de slakken onder biologische aanduiding te kunnen verkopen, moeten de dieren sinds hun geboorte volgens de biologische productiemethode zijn gehouden.

2.3° Herkomst van de dieren

2.3.1° Voor de toepassing van punt 3.1 van bijlage I.B bij de Verordening betreffende de keuze van de rassen, moet het gebruik van rassen waarbij de geboorteproblemen het gebruik van een keizersnede noodzakelijk maken, vermeden worden. De keizersnede wordt enkel toegelaten om het leven van een dier te redden of om lijden te voorkomen. Deze regel wordt voor de kudde dieren van het vleestype van een bepaald bedrijf beschouwd als nageleefd, indien het aantal natuurlijke geboorten groter is dan 80 % van het totaal aantal geboorten van het jaar, en dit 5 jaar na het in omschakeling treden. Bovendien dient een percentage van minstens 30 % natuurlijke geboorten al bereikt te worden 3 jaar na het in omschakeling treden.

2.3.2° Voor de toepassing van punten 3.4 van bijlage I.B bij de Verordening wordt de maximale leeftijd voor het binnenbrengen in een biologische productie-eenheid van dieren, die niet gehouden worden volgens de biologische productiemethode, teruggebracht op 15 dagen voor jonge buffels, kalveren, veulens, lammeren en jonge geitjes, en vastgelegd op 3 dagen voor struisvogels en op 15 dagen voor hertachtigen.

2.3.3° De afwijkingen bedoeld in punten 3.4 en 3.6 van bijlage I.B bij de Verordening zijn niet van toepassing voor konijnen.

2.3.4° Voor de toepassing van punt 3.7 van bijlage I.B bij de Verordening wordt de maximale leeftijd voor het binnenbrengen in een biologische productie-eenheid bestemd voor leghennen, die niet gehouden worden volgens de biologische productiemethode, teruggebracht op 6 weken.

2.3.5° Voor de toepassing van punten 3.4, 3.6, 3.7 en 3.8 van bijlage I.B bij de Verordening, mogen de afwijkingen door de controleorganismen slechts toegekend worden voor diersoorten en diertypes waarvan de onvoldoende beschikbaarheid van dieren gehouden volgens de biologische productiemethode vastgesteld werd door de Dienst. Met het oog hierop houdt de Dienst een lijst bij met de diersoorten en diertypes waarvoor de afwijkingen mogen toegepast worden.

2.3.6° Voor de toepassing van punt 3.8 van bijlage I.B bij de Verordening is het maximale percentage teruggebracht op 10 % voor varkens, konijnen, hertachtigen en struisvogels.

2.3.7° Mogen alleen als biologisch producten verkocht worden, de slakken die tot de volgende diersoorten behoren :

- *Helix aspersa aspersa* (escargot petit gris);
- *Helix aspersa maxima* (escargot gros gris);
- *Helix pomatia* (escargot de Bourgogne).

2.3.8° Het gebruik van slakken afkomstig van niet-biologische bedrijven is slechts toegelaten als fokdieren, enkel indien er geen via de biologische productiemethode gehouden dieren verkrijgbaar zijn, en mits toestemming van het controleorganisme.

2.4° Voeding

2.4.1° Voor de toepassing van de afwijking bedoeld in punt 4.8 van bijlage I.B bij de Verordening wordt het maximaal toegestane percentage gangbare voeders in het dagrantsoen teruggebracht op 15 % voor herbivoren, op 20 % voor andere diersoorten en op 10 % voor slakken.

Buiten de gangbare voeders die geproduceerd werden op de in omschakeling zijnde percelen die op basis van een duurzaam contract onder het beheer van zijn eigen bedrijf gebracht worden, is het gebruik, van de in afdelingen C1 en C2 van bijlage II bij de Verordening bedoelde gangbare diervoeders, beperkt tot diervoeders waarvan de onvoldoende beschikbaarheid volgens de biologische productiemethode vastgesteld werd.

De Dienst houdt een lijst van de diervoeders bij waarvoor deze onvoldoende beschikbaarheid werd vastgesteld. Het opmaken van deze lijst kan trouwens het risico van het invoeren van residuen van verboden producten in de biologische productiemethode in aanmerking nemen. Deze lijst kan ingekeken worden op het "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) (<http://agriculture.wallonie.be>) en ligt ter inzage bij de controleorganismen.

Als een marktdeelnemer een gangbaar diervoeder wenst te gebruiken dat niet voorkomt op de lijst bijgehouden door de Dienst, moet hij tot voldoening van het controleorganisme bewijzen dat hij in de onmogelijkheid verkeert dit diervoeder uit de biologische productiemethode te verkrijgen.

Het binnenbrengen van gangbare diervoeders in de biologische productieketen mag enkel gebeuren onder de vorm van mono-ingrediënten bij een aan de controle onderworpen marktdeelnemer.

2.4.2° Voor de toepassing van de afwijking bedoeld in punt 4.9 van bijlage I.B bij de Verordening bepaalt de Dienst in voorkomend geval :

— het gebied dat wordt gekenmerkt door een verlies van de biologische voedergewasproductie, te wijten aan uitzonderlijke weersomstandigheden of aan andere oorzaken die onafhankelijk zijn van de wil van de producent (officiële ruilverkaveling,...);

— de tijdsruimte waarbinnen de afwijking kan toegepast worden;

— het maximaal percentage toegestane gangbare diervoeders;

— de toegestane gangbare diervoeders;

— de toepassingsmodaliteiten van de afwijking door de controleorganismen bij de individuele marktdeelnemers.

2.4.3° Het gebruik van synthetische vitamines A, D en E voor de voeding van herkauwers wordt toegelaten overeenkomstig de bepalingen van punt 1.2. van bijlage II. D bij de Verordening.

2.5° Preventie van ziekten en diergeneeskundige behandeling

2.5.1° Voor de toepassing van punt 5.4.b van bijlage I.B bij de Verordening veronderstelt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde, allopathische geneesmiddelen of van antibiotica onder de verantwoordelijkheid van een dierenarts, dat elke betrokken behandeling van tevoren door een dierenarts voorgeschreven werd.

2.5.2° Voor de toepassing van punt 5.4.c van bijlage I.B bij de Verordening wordt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde, allopathische geneesmiddelen als een preventieve behandeling beschouwd in volgende gevallen :

— wanneer de behandeling toegepast is zonder dat of voordat het dier de ziektesymptomen vertoont;

— wanneer de behandeling toegepast is zonder dat of voordat een sanitair probleem gediagnosticeerd wordt;

— wanneer de behandeling op een groep dieren terugkerend en gezamenlijk toegepast is, onverminderd de toepassing van punt 5.5.b van bijlage I.B bij de Verordening.

2.5.3° Voor de toepassing van punten 5.5.b en 5.8 van bijlage I.B bij de Verordening verstaat men onder " diergeneeskundige behandelingen die verplicht zijn krachtens de nationale wetgeving " en " de door de lidstaten opgestelde verplichte uitroeiingschema's ", maatregelen die aangewend worden in toepassing van de dierengezondheidswet van 24 maart 1987 en zijn toepassingsbesluiten.

2.6° Veehouderijbeheer, vervoer en identificatie

2.6.1° Voor de toepassing van de afwijking bedoeld in punt 6.1.6 van bijlage I.B bij de Verordening, en in afwachting van een gemeenschappelijke interpretatie op Europees niveau, verstaat men onder een klein bedrijf, een bedrijf dat minder dan 50 aangebonden runderen bezit. Deze afwijking is enkel van toepassing voor de bedrijven die hun activiteit vóór 24 augustus 2000 bekend gemaakt hebben volgens artikel 8 van de Verordening.

2.6.2° Voor de toepassing van punt 6.1.9 van bijlage I.B bij de Verordening, en in afwachting van een op Europees niveau opgemaakte lijst, stelt de Dienst, in overleg met de representatieve organisaties voor de sector van de biologische productie, de lijst met de traag groeiende rassen samen, die gebruikt kunnen worden indien de kwekers de regels voor de minimumslachtleeftijd niet respecteren.

2.6.3° Voor het slachten moeten de slakken uit de buitenparken genomen worden, en gedurende minstens 5 dagen uitgevast worden. Het broeien moet uitgevoerd worden met kokend water, zonder gebruik van zout en zonder azijn.

2.7° Dierlijke mest

In toepassing van punt 7 van bijlage I.B bij de Verordening, en naast de in bijlage VII van de Verordening bepaalde aantallen, zijn de volgende waarden die het aantal dieren per hectare vastlegt gelijkwaardig aan 170 kg stikstof/ha/jaar, van toepassing :

— kippen bestemd voor de eierproductie, tussen 3 dagen en 18 weken : 580;

— kalkoenen : 80;

— struisvogels onder 3 maanden : 50;

— struisvogels tussen 3 en 12 maanden : 20;

— struisvogels boven 12 maanden : 10;

— hertachtigen onder 12 maanden : 12;

— hertachtigen boven 12 maanden : 6;

— Vleeskonijnen : 430.

2.8° Uitlopen en huisvesting

2.8.1° In toepassing van punt 8.2.3 van bijlage I.B bij de Verordening, en naast de in bijlage VIII van de Verordening bepaalde cijfers, zijn de volgende minimumoppervlakten waarover de dieren zowel binnen als buiten dienen te beschikken, van toepassing :

	Leeftijd	Binnenruimte	Buitenruimte
Kippetjes bestemd voor de eierproductie	3 dagen tot 6 weken	maximum 13 dieren/m ²	—
	6 à 12 weken	maximum 13 dieren/m ²	minimum 1 m ² /dier
	12 à 18 weken	maximum 10 dieren/m ²	
Struisvogels	6 à 12 weken	minimum 1,5 m ² /dier	minimum 10 m ² /dier
	12 weken à 12 maanden	minimum 2,5 m ² /dier	minimum 125 m ² /dier
	12 maanden en meer	minimum 4 m ² /dier	minimum 200 m ² /dier
Fokkonijnen reproducteurs (jongen inbegrepen)	—	minimum 0,6 m ² /dier in totaal	
Vleeskonijnen	meer dan 30 dagen	maximum 5 dieren/m ² in totaal	
Hertachtigen	minder dan 12 maanden	minimum 2 m ² /dier	minimum 4 m ² /dier
	12 maanden en meer	minimum 5 m ² /dier	minimum 10 m ² /dier
Slakken	meer dan 7 dagen	—	maximum 330 dieren/m ² en maximum 4 kg levend gewicht/m ²

2.8.2° Voor de toepassing van punt 8.3.1 van bijlage I.B bij de Verordening mag de gedeeltelijke overdekking van de bewegingsruimte in open lucht, de 50 % van de oppervlakte van de voor de dieren toegankelijke bewegingsruimte niet overschrijden.

2.8.3° In afwijking van punt 8.3.1 van bijlage I.B bij de Verordening kunnen konijnen slechts binnen gehouden worden op voorwaarde dat het gaat over een gebouw met een open front naar buiten, waarvan het geopend gedeelte minstens 25 % van de perimeter van het gebouw omvat, en op voorwaarde dat alle konijnen een rechtstreekse en permanente toegang tot het open front hebben. Het sluiten van het open front is enkel toegestaan in geval van ongunstige meteorologische omstandigheden.

2.8.4° De konijnen moeten op de grond gehouden worden, met eventueel toegang tot een verhoogd niveau, en mogen niet in kooien worden gehouden. Ze moeten gehouden worden in groepen waarvan de omvang aangepast is aan hun ethologische gedragingen.

2.8.5° In toepassing van punten 8.3.1 en 8.3.8 van bijlage I.B bij de Verordening is het isoleren van de zeugen in het gebouw toegelaten rond het werpen, en dit gedurende een maximale periode van 28 dagen.

2.8.6° De zeugen moeten wanneer de omstandigheden dat toelaten, beschikken over een buitenloop, bezaaid met gras, met een maximale bezetting van 15 zeugen per hectare. Van deze regel mag worden afgeweken gedurende een maximale periode van 8 weken na het werpen, mits toegang tot een bewegingsruimte in open lucht van minimaal 10 m² per zeug en mits naleven van de verplichting om de dieren toe te laten te groeien.

2.8.7° In toepassing van punten 8.4.6 van bijlage I.B van de Verordening is de minimale sanitaire leegstandduur tussen elke partij pluimvee vastgesteld op 6 weken voor de uitlopen en 3 weken voor de gebouwen.

2.8.8° Vanaf de leeftijd van 8 dagen, en met uitzondering van de winterslaapperiode voor de fokdieren, moeten de slakken gehouden worden in met gras bezaaide buitenparken die afgedekt kunnen worden. Het houden en de voortplanting van de slakken moeten gebeuren met respect voor hun natuurlijke biologische cyclus. Op het einde van elke vetmestingscyclus dienen de buitenparken leeg te blijven gedurende een minimale periode van drie maanden.

2.8.9° Voor het toekennen van de afwijkingen bedoeld in punt 8.5.1 van bijlage I.B bij de Verordening zijn de volgende regels van toepassing :

- de afwijking op de eisen voorzien in punt 8.3.1 voor andere diersoorten dan varkens is niet van toepassing;
- de afwijking op de eisen voorzien in punt 8.4.5 is niet van toepassing;
- de afwijkingen worden door de Dienst, op voorstel van het controleorganisme, geval per geval toegekend en dragen op één of meerdere bepaalde voorschriften, voor een zo kort mogelijke duur die noodzakelijk geacht wordt om de bedoelde voorschriften na te leven. De duur van de afwijking kan in elk geval niet meer dan 5 jaar bedragen.

HOOFDSTUK III. — *Regels voor de traceerbaarheid van de dieren en de dierlijke producten*

3.1° Algemene principes

3.1.1° Naast de controle- en voorzorgsmaatregelen vastgelegd in de Verordening, met name in artikel 8 en 9 en in bijlage III, en onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de identificatie en de registratie van de dieren, zijn de hierna bijkomende voorschriften van toepassing, in uitvoering van artikel 9 paragraaf 12 van de Verordening, om de traceerbaarheid van de dierlijke producten over de gehele productie-, verwerkings- en bereidingsketen te verzekeren.

3.1.2° Bij aanvang van de controle dienen de producent en het controleorganisme ervoor te zorgen dat de gegevens betreffende de in het bedrijf aanwezige dieren, opgenomen zijn in het veeboek, afzonderlijk voor rundvee, schapen, geiten, paardachtigen, hertachtigen en struisvogels, en afzonderlijk of per lot voor varkens, konijnen, pluimvee en slakken.

3.1.3° Voor de diersoorten waarvoor een Sanitel identificatie- en registratiesysteem georganiseerd is, geeft elk producent zijn toestemming aan de erkende controleorganismen om over de gegevens van de database betreffende zijn veebeslag, te beschikken. Bovendien moet hij de opeenvolgende overzichten van het veebeslag, die hem doorgegeven werden door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van de dieren, permanent op het bedrijf houden.

3.2° Handels- en verwerkingskanaal van vlees

3.2.1° Binnen de 15 dagen die volgen op de geboorte van een rund in het veebeslag, dient de producent een haarstaal van het kalf en van de moeder te nemen, volgens de door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van runderen bepaalde methode, en deze stalen te zenden naar de aangewezen opslagplaats.

3.2.2° Bij elke verhandeling van een rund vanuit zijn veebeslag dient de producent een haarstaal van het dier te nemen, volgens de door de vereniging belast met de identificatie en de registratie van runderen bepaalde methode, en deze stalen te zenden naar de aangewezen opslagplaats.

3.2.3° De producent mag slechts een dier in de handel brengen met een verwijzing naar de biologische productiemethode indien hij in het bezit is van een door het controleorganisme opgemaakt certificaat, dat verklaart dat zijn productie-eenheid conform is met de biologische productiemethode voor de betrokken diersoort.

3.2.4° De dieren die in de handel gebracht worden met verwijzing naar de biologische productiemethode zijn vergezeld van een genummerde verhandelingsbon, afgeleverd door het controleorganisme, en waarvan het model aan het advies van de representatieve organisaties voor de sector van de biologische productie en aan de goedkeuring van de Dienst onderworpen is.

3.2.5° De verhandelingsbon vergezelt achtereenvolgens het dier en het karkas, tot de eerste koper van het karkas. Deze laatste stuurt de originele verhandelingsbon naar het controleorganisme terug.

3.2.6° Elke opeenvolgende marktdeelnemer tot de eerste koper van het karkas formaliseert zijn verbintenis om een dier of een product af te leveren dat conform de biologische productiemethode verkregen is, door het voor hem bestemde deel van de verhandelingsbon in te vullen.

3.2.7° Vanaf de eerste koper van het karkas moet elke opeenvolgende marktdeelnemer een betrouwbaar administratief systeem voorhanden hebben, dat een onbetwistbare link legt tussen de hoeveelheden in- en uitgaande producten, welke behoorlijk zijn geïdentificeerd.

3.2.8° Op elke stap van het verhandelen, vervoeren, slachten en versnijden, dienen de karkassen, de karkasstukken en de vleesstukken een verwijzing te dragen naar de biologische productiemethode, en op een permanente en ondubbelzinnige wijze geïdentificeerd te worden, zodat de herkomst van het product traceerbaar is door terug te gaan in de verwerkingsketen tot de betrokken producent.

3.2.9° De marktdeelnemer die biologisch vlees of vleesproducten aan de eindconsument verkoopt, mag enkel in de volgende gevallen niet-biologisch vlees of vleesproducten van dezelfde diersoort verkopen :

— biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden verkocht en niet-biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden en voorverpakt door een derde;

— biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden verkocht en niet-biologisch vlees of vleesproducten worden uitgesneden en voorverpakt, hetzij door een derde, hetzij door hemzelf, maar in dit geval, per volledige reeks en op andere tijdstippen.

Op gemotiveerd verzoek van de marktdeelnemer kan er met toestemming van het controleorganisme van dit principe afgeweken worden om zonder verwijzing naar de biologische productiemethode niet gecertificeerde producten te verkopen die afkomstig zijn van de biologisch gecertificeerde vleesverwerking. Deze gecertificeerde producten mogen in geen enkel geval worden verkocht met een verwijzing naar de biologische productiemethode. De afwijking zal het(de) betrokken product(en) omschrijven en ook zijn toepassingsduur.

3.3° Handels- en verwerkingskanaal van melk en zuivelproducten

3.3.1° Op voorwaarde dat de producent in het bezit is van een door het controleorganisme opgemaakt certificaat dat verklaart dat zijn productie-eenheid conform is met de biologische productiemethode voor de melkproductie, kent de koper twee verschillende identificaties aan de producent toe : de ene voor de levering van biologische melk en de andere voor de levering van melk die niet conform is met de biologische productiewijze. Deze identificaties zijn geïmplementeerd in een etiketteringssysteem, dat met name de identificatie van de producent en een verwijzing naar de biologische productiemethode en naar het controleorganisme bevat.

3.3.2° Voor elke melklevering formaliseert de producent zijn verbintenis om biologische melk te leveren door gebruik te maken van de etikettering bestemd voor de levering van biologische melk. In geval van levering van niet-biologisch gecertificeerde melk (therapeutische behandelingen, dieren in omschakeling,...) gebruikt de producent de etikettering bestemd voor de levering van gangbare melk.

3.3.3° De koper organiseert liefst ophalingen die exclusief bestemd zijn voor biologische melk. Als dat niet het geval is, zijn één of meerdere compartimenten, voorzien van een gescheiden pompsysteem, exclusief bestemd voor biologische melk.

3.3.4° In elke stap van productie, opslag, vervoer en verwerking van biologische melk, dienen de opslagtanks, compartimenten, tankwagens, en andere tanks die biologische melk bevatten, geïdentificeerd te worden met een verwijzing naar de biologische productiemethode.

3.4° Handels- en verwerkingskanaal van eierproducten

De fabrikanten van eierproducten nemen de nodige maatregelen voor de identificatie en de registratie van de producten, zodat, per lot van eierproducten, de bedrijven waarvan de gebruikte eieren afkomstig zijn, kunnen worden getraceerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 28 februari 2008 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN